



ÉTUDE COMPARATIVE DES
**MEILLEURES PRATIQUES ET APPROCHES
MÉTHODOLOGIQUES POUR LA MISE EN
ŒUVRE DE STRATÉGIES
NATIONALES POUR L'ÉDUCATION AUX
MÉDIAS ET À L'INFORMATION**

Un projet financé par l'Union européenne



Mis en œuvre par CFI et ses partenaires



EUROPEAID/140677/DH/SER/TN

Instrument européen de voisinage

Assistance Technique pour le programme MediaUp2 (Tunisie)



Pamt²

PROGRAMME D'APPUI
AUX MÉDIAS TUNISIENS

**ÉTUDE COMPARATIVE DES MEILLEURES
PRATIQUES ET APPROCHES MÉTHODOLOGIQUES
POUR LA MISE EN ŒUVRE DE STRATÉGIES
NATIONALES POUR L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS
ET À L'INFORMATION**

Janvier 2023



Un projet financé par l'Union européenne



Mis en œuvre par CFI et ses partenaires

AVERTISSEMENT

Le contenu de ce rapport relève de la seule responsabilité de ses auteurs et ne peut en aucune manière être considéré comme reflétant les vues de l'Union européenne.



MARTINA CHAPMAN

MARTINA CHAPMAN est consultante indépendante en éducation aux médias et à l'information. Basée en Irlande, elle fournit des conseils et des orientations sur la recherche, la politique et la gestion de projets associées à l'éducation aux médias.

Elle a travaillé et collaboré avec de nombreuses organisations internationales, comme le Conseil de l'Europe, la Commission européenne, l'Observatoire européen de l'audiovisuel, l'Observatoire européen des médias numériques, la Plate-forme européenne des instances de régulation, l'Union européenne de radio-télévision et l'OSCE.

TABLE DES MATIÈRES

1.	SYNTHÈSE	2
2.	INTRODUCTION	3
3.	MÉTHODOLOGIE	4
4.	COMPRENDRE L'EMI	6
5.	L'EMI DANS UN CONTEXTE TUNISIEN	7
6.	ÉTUDE DE CAS : IRLANDE	1
7.	ÉTUDE DE CAS : MACÉDOINE DU NORD	6
8.	ÉTUDE DE CAS : FRANCE	11
9.	ÉTUDE DE CAS : MEXIQUE	15
10.	ÉTUDE DE CAS : CROATIE	20
11.	RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS	26
12.	RECOMMANDATIONS	33
	BIBLIOGRAPHIE	39
	ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF	43
	ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES	45

1. SYNTHÈSE

Ces dernières années, l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) a gagné en importance dans les agendas politiques du monde entier, les décideurs reconnaissant le potentiel de l'EMI pour soutenir la démocratie, promouvoir la liberté d'expression, favoriser la sécurité en ligne et promouvoir la pluralité des médias et la liberté de la presse.

L'EMI a également été identifiée comme une partie de la solution à de nombreux problèmes liés à notre paysage médiatique, informationnel et technologique complexe et connecté, par exemple en renforçant la résilience face à la crise de l'information (informations erronées, désinformation et mal-information) et en encourageant l'adoption d'un esprit critique et la prise de décision éclairée.

L'EMI est un concept dynamique qui évolue en fonction des changements dans la société, la culture et la technologie. En tant que telle, l'EMI est difficile à définir de manière précise et ne respecte pas les limites des politiques. Cela peut signifier qu'il n'y a pas de détenteur indiscutable des politiques relatives à l'EMI au niveau national, ni de stratégie nationale pour la mise en œuvre, le financement ou l'évaluation de l'apprentissage tout au long de la vie et des programmes de changement des comportements qui sont fondamentaux pour le développement des aptitudes et des compétences liées à l'EMI.

Toutefois, l'importance de l'EMI signifie que les organisations nationales et internationales vont de l'avant et créent des programmes et des activités d'éducation aux médias pour répondre au besoin croissant d'aptitudes et de compétences liées à l'EMI, même en l'absence d'une approche stratégique au niveau national.

Bien que ces programmes puissent réussir à atteindre leurs objectifs, ainsi que les objectifs politiques des donateurs et des propriétaires de programmes, le manque de coordination et d'évaluation peut entraîner une duplication des efforts et un gaspillage des ressources.

Une approche non coordonnée sans plan clair ciblant les plus vulnérables et les plus démunis peut également aboutir à l'« oubli » de groupes de citoyens avec des besoins en matière d'EMI non satisfaits. Cela se transforme alors en problème sociétal, étant donné que l'EMI est de plus en plus reconnue comme une « compétence essentielle » pour prendre pleinement part à une société fonctionnelle.

Bien qu'il n'y ait actuellement aucune stratégie ou approche nationale pour la mise en œuvre de l'EMI en Tunisie, il existe une forte tradition de mise en œuvre de l'EMI menée principalement par des organisations de la société civile et, souvent, soutenue par les autorités tunisiennes. En outre, le développement du réseau REMI démontre que les parties prenantes de l'EMI ont reconnu le potentiel de collaboration et de coordination au niveau national.

L'élaboration de stratégies nationales en matière d'EMI peut s'avérer particulièrement difficile. Les principaux défis à relever lors de l'élaboration d'une stratégie d'EMI sont les suivants :

- ▶ Le manque de volonté politique ou le manque de compréhension de l'importance de l'EMI par les autorités compétentes, associé à la confusion quant à la prise en charge de la politique, peuvent compliquer et entraver le progrès.
- ▶ Le manque de soutien financier : l'EMI est un apprentissage permanent et, par conséquent, elle nécessite une planification, un financement et des alliances stratégiques à long terme pour être mise en œuvre de façon pérenne.
- ▶ L'insuffisance de preuves quant aux besoins et à l'évaluation de l'impact peut rendre difficiles la conception, la mise en œuvre et le suivi de l'efficacité d'une stratégie nationale.
- ▶ L'engagement des parties prenantes : pour obtenir l'appui des parties prenantes et établir des relations, il convient d'envisager d'impliquer dans le développement des stratégies nationales les organisations, les organismes ou les autorités qui sont essentiels à la mise en œuvre de l'EMI.

Même si sa conception et sa mise en œuvre sont difficiles, sans une approche nationale de la coordination stratégique du développement, de la fourniture, du financement et de l'évaluation de l'EMI, il existe un risque bien réel pour que les groupes vulnérables ne soient pas pris en compte et que les possibilités d'extension et de reproductibilité soient limitées. Il restera extrêmement difficile, voire impossible, d'évaluer l'efficacité des programmes d'EMI pour changer réellement les comportements et donner aux citoyens les compétences et la confiance nécessaires pour participer, se protéger et s'affirmer, en ligne et hors ligne, à l'ère du numérique.

Ainsi, bien que le processus puisse être laborieux, l'adoption d'une approche nationale de la mise en œuvre de l'EMI est plus importante que jamais, avec un bénéfice inestimable à la clé.

2. INTRODUCTION

Utilisant l'approche méthodologique d'une étude comparative, l'objectif de ce document est de fournir aux décideurs politiques, aux professionnels de l'EMI et aux parties prenantes un cadre illustrant certaines des approches employées par différents pays qui ont déployé diverses stratégies et politiques pour promouvoir l'EMI parmi les jeunes, les enfants et la population en général.

Certaines des meilleures pratiques associées à ces approches sont également mises en avant pour encourager les acteurs de l'EMI en Tunisie.

Les pays sélectionnés pour l'étude comparative sont l'Irlande, la Croatie, la Macédoine du Nord, le Mexique et la France.

Un résumé des conclusions de cette étude comparative illustre différentes approches quant au traitement des questions telles que les lignes politiques floues, l'EMI et le système éducatif officiel, le rôle des différentes parties prenantes de l'EMI ainsi que la valeur de l'approche « ascendante » et le besoin d'évaluation.

Enfin, neuf recommandations sont formulées dans l'espoir de favoriser les échanges futurs et de sensibiliser les différentes parties prenantes dans le but de développer une stratégie nationale d'EMI en Tunisie.

Recommandation 1 : FAIRE DE L'EMI UNE PRIORITÉ POLITIQUE

Recommandation 2 : IDENTIFIER UN « LEADER » DE L'EMI

Recommandation 3 : ÉTABLIR UN RÉFÉRENTIEL DE CONNAISSANCE

Recommandation 4 : TENIR COMPTE DE LA NATURE ÉVOLUTIVE DE L'EMI

Recommandation 5 : NE PAS SOUS-ESTIMER LA NÉCESSITÉ D'IMPLIQUER LES PARTIES PRENANTES

Recommandation 6 : S'APPUYER SUR LES RÉSEAUX EXISTANTS ET LES CONNAISSANCES LOCALES

Recommandation 7 : NE PAS RÉINVENTER L'EMI

Recommandation 8 : ASSURER D'EMBLÉE LA PÉRENNITÉ DES PROJETS

Recommandation 9 : TESTER, ITÉRER, AMÉLIORER

3. MÉTHODOLOGIE

Cette analyse repose sur des données essentiellement qualitatives recueillies à partir d'une combinaison :

- ▶ De recherches documentaires ;
- ▶ D'entretiens semi-directifs avec des représentants de cinq pays ayant fait l'objet d'une étude de cas ;
- ▶ D'entretiens semi-directifs avec des experts locaux et des appels à observation.

La recherche documentaire a été effectuée sur la base de la documentation existante. Les cadres utilisés pour définir des concepts tels que l'éducation aux médias et à l'information ont été obtenus à partir de diverses sources, dont les documents, rapports et publications suivants :

- *Media Literacy Design Manual (Manuel de conception de l'éducation aux médias) (2022)*
- *Public Policies in Media and Information Literacy in Europe; Cross Country Comparisons (Politiques publiques en matière d'éducation aux médias et à l'information en Europe ; comparaisons entre pays) (2017)*
- *Conseil de l'Europe, 2022, recommandation La promotion d'un environnement favorable à un journalisme de qualité à l'ère du numérique*
- *Conseil de l'Europe, 2020, Recommandation sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme*
- *Conseil de l'Europe, 2018, Recommandation sur le pluralisme des médias et la transparence de leur propriété*
- *Conseil de l'Europe, 2018, Recommandation sur les rôles et les responsabilités des intermédiaires d'internet*

En outre, d'autres études réalisées à la demande du Conseil de l'Europe ont été consultées, telles que l'étude 2020 du Comité d'experts du Conseil de l'Europe, Soutenir le journalisme de qualité par l'éducation aux médias et à l'information. Des documents de politiques de l'UE ont également été consultés, comme la directive révisée de 2018 sur les services de médias audiovisuels et le rapport de 2016 intitulé Cartographie des pratiques et des activités d'éducation aux médias pour la Commission européenne et le Conseil de l'Europe.

Pour obtenir des informations sur la situation en Tunisie, des entretiens semi-directifs ont été réalisés et de courtes enquêtes ont été distribuées aux parties prenantes de l'EMI en Tunisie ainsi qu'aux membres du Réseau d'Éducation aux Médias et à l'Information (REMI). Un nouvel appel à contributions a été lancé aux membres du groupe REMI vers la fin du mois d'août 2022. Reportez-vous à l'annexe 2 pour obtenir la liste des personnes interrogées et des répondants au questionnaire.

En outre, le rapport *Cartographie des projets d'éducation aux médias et à l'information en Tunisie* a été consulté ainsi que d'autres documents pertinents du programme PAMT2. Des rapports et des résumés d'activités produits par des organisations internationales, telles qu'ERIM/IREX, la DW Akademie et Article 19, ont également été utilisés dans la préparation de cette étude.

Une combinaison d'entretiens semi-directifs et de questionnaires a été réalisée pour développer les études de cas avec les contributeurs suivants :

- *Robert Tomljenović, vice-président du Conseil des médias électroniques, Agence pour les médias électroniques, Croatie.*
- *Oscar Díaz, responsable de l'unité Médias et contenus audiovisuels ; Silvia Pérez, directrice générale de l'analyse des médias et contenus audiovisuels ; Odilón Montes, directeur des mécanismes des droits du public de l'Institut fédéral des télécommunications, Mexique.*
- *Stephanie Comey, directrice générale adjointe de l'Autorité de radiodiffusion d'Irlande et coprésidente de Media Literacy Ireland.*
- *Emilija Petreska-Kamenjarova, responsable adjointe de l'administration des programmes, Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, Macédoine du Nord.*
- *Igor Kanižaj, maître de conférences, Faculté des sciences politiques de l'Université de Zagreb, Croatie.*

En outre, des bases de données en ligne telles que les profils nationaux de l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO, European Digital Media Observatory) et les pages YouthWiki de l'UE ont été consultées pour enrichir les études de cas.

Pour les besoins de cette étude, il a été demandé aux personnes interrogées d'interpréter le concept d'EMI (Éducation aux Médias et à l'Information) de manière à inclure tous les aspects de l'éducation aux médias, de l'éducation aux médias numériques, de la culture numérique, etc. Reportez-vous à l'annexe 1 pour découvrir le questionnaire d'entretien semi-structuré.

Cinq pays ont été sélectionnés pour l'étude de cas. Conformément à l'objectif visant à inspirer les parties prenantes tunisiennes pour le développement et la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'EMI, les pays de l'étude de cas ont été sélectionnés sur la base d'une combinaison des critères suivants :

- ▶ Un mélange d'approches à un stade précoce, intermédiaires et bien établies de la mise en œuvre de l'EMI à l'échelle nationale.
- ▶ Un mélange reconnu de bonnes pratiques et de pratiques prometteuses.
- ▶ Un mélange de pays à différents stades de développement.
- ▶ Un mélange d'économies, de cultures, de populations et de zones géographiques.

4. COMPRENDRE L'EMI

À mesure que les domaines de l'information, des technologies et des médias continuent de converger, un paysage de plus en plus complexe et connecté se dessine, entraînant de nouvelles possibilités et de nouveaux risques pour les citoyens, les communautés et les sociétés dans leur ensemble. Pour tenter de soutenir la démocratie, promouvoir la liberté d'expression, favoriser la sécurité en ligne, promouvoir la pluralité des médias et la liberté de la presse et renforcer la résilience face à la crise de l'information (informations erronées, désinformation et mal-information), les décideurs politiques se tournent de plus en plus vers l'éducation aux médias.

Ces dernières années, l'éducation aux médias a gagné en importance dans les agendas politiques du monde entier, en particulier grâce à de nombreuses recommandations du Conseil de l'Europe³, aux conclusions du Conseil de l'Union européenne⁴ et à la directive révisée de l'UE sur les services de médias audiovisuels⁵.

Au fur et à mesure qu'apparaissent de nouvelles questions liées aux domaines de l'information, des technologies et des médias, l'éventail des aptitudes et des compétences en matière d'EMI requises pour traiter ces nouvelles questions doit également évoluer. Par conséquent, le domaine de l'éducation aux médias est en constante évolution, ce qui rend le processus de définition de l'EMI à long terme de plus en plus difficile. S'il n'y a pas de définition universellement reconnue de l'éducation aux médias, il existe cependant un consensus sur ce que signifie concrètement le fait d'être « éduqué aux médias ».

Dans la *directive européenne sur les services de médias audiovisuels*, l'éducation aux médias est décrite comme « une expression générique qui comprend toutes les capacités techniques, cognitives, sociales, civiques, éthiques et créatives qui permettent à un citoyen d'accéder à l'information et aux médias et de les utiliser efficacement, ainsi que de créer et de partager des contenus médiatiques sur différentes plates-formes de manière sûre et responsable. L'éducation aux médias ne devrait pas se limiter à l'apprentissage des outils et des technologies, mais devrait également viser à doter les citoyens de la réflexion critique nécessaire pour exercer un jugement, analyser des réalités complexes et reconnaître la différence entre des opinions et des faits, ce qui donne aux citoyens les moyens de participer aux aspects économiques, sociaux et culturels de la société ainsi que de jouer un rôle actif dans le processus démocratique »⁶ (Union européenne, 2018, paragraphe 59).

Dans *Public Policies in Media and Information Literacy in Europe* (Politiques publiques en matière d'éducation aux médias et à l'information en Europe), Divina Frau-Meigs et les deux autres autrices constatent que l'éducation aux médias est « une capacité culturelle, et qu'elle reflète la compréhension sociale et les aptitudes et compétences socialement organisées dans des contextes spécifiques tels que l'apprentissage et la citoyenneté. Elle se définit comme un ensemble de compétences ou de concepts transversaux visant à l'utilisation critique et créative d'une variété de médias et à l'autonomisation sociétale et la participation des citoyens » (Divina Frau-Meigs et coll., 2017, p. 111).

3 [1680790e13 \(coe.int\)](#) et [résultat détaillé \(coe.int\)](#)

4 [C_2020193FR.01002301.xml \(europa.eu\)](#)

5 [L_2018303FR.01006901.xml \(europa.eu\)](#)

6 [L_2018303FR.01006901.xml \(europa.eu\)](#) paragraphe 59

En tant que concept, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) a commencé à gagner du terrain à la suite de la publication de la *Déclaration de Paris de l'UNESCO sur l'éducation aux médias et à l'information*, qui expliquait aux parties prenantes et aux professionnels qu'il n'est « ni utile ni efficace de promouvoir une seule éducation ou un seul ensemble de compétences sans l'inscrire dans le contexte plus large de l'EMI » (Divina Frau-Meigs et coll., 2014, p. 1).

L'UNESCO décrit l'EMI comme « un ensemble de compétences interdépendantes qui aident les individus à maximiser les avantages et à minimiser les effets néfastes du numérique et de la communication. L'éducation aux médias et à l'information couvre les compétences permettant aux individus de s'engager de manière critique et efficace dans l'information. Les capacités dans ces domaines sont indispensables pour tous les citoyens, quels que soient leur âge et leur origine⁷. »

5. L'EMI DANS UN CONTEXTE TUNISIEN

Base juridique et définition

Il n'existe pas de base juridique/législative ou de définition convenue de l'EMI en Tunisie.

L'utilisation de diverses définitions pour l'EMI est courante dans les pays où il n'existe pas de base législative pour l'EMI et/ou s'il n'y a aucun organisme ni aucune organisation ayant une responsabilité légale relative à l'EMI. En l'absence de toute forme d'approche coordonnée, les parties prenantes sont susceptibles de développer des projets basés sur leurs domaines d'expérience et/ou leur connaissance des besoins en matière d'EMI sur le terrain. En termes de financement, les projets et initiatives peuvent être financés par différentes sources et les donateurs peuvent n'être intéressés que par le soutien d'aspects précis de l'EMI qui correspondent à leurs objectifs spécifiques.

En Tunisie, les différents acteurs de l'EMI observent plusieurs définitions et concepts distincts de l'EMI.

Par exemple, l'Association Tunisienne des Médias Alternatifs (ATMA) utilise la définition fournie dans « *Yalla EMI : Un guide d'Éducation aux Médias et à l'Information* »⁸ qui décrit l'EMI comme procurant des outils et des méthodes qui permettent aux individus d'exercer leur esprit critique en termes de production, de langage et de représentations dans les médias traditionnels et sociaux. L'EMI permet à tout individu d'exercer sa liberté d'expression et de consommation dans le monde numérique et d'être un citoyen à part entière en ligne et hors ligne. L'EMI, c'est être capable de maîtriser l'utilisation des médias et des technologies numériques (algorithmes, stratégies de désinformation, technologies numériques) et de comprendre les mécanismes de leur fonctionnement.

Article 19 décrit l'EMI comme le fait de doter « les individus des connaissances et des compétences nécessaires pour comprendre comment l'information est produite et distribuée. Elle informe également les individus sur les lois nécessaires pour soutenir des médias libres et indépen-

7 [À propos de l'éducation aux médias et à l'information | UNESCO](#)

8 [Manuel-EMI.pdf \(alternativemediatn.org\)](#)

dants. Lorsque les individus sont éduqués aux médias, ils peuvent évaluer de manière critique les actualités, les informations et toutes les formes de contenu médiatique. Fondamentalement, l'EMI permet également de démystifier les contenus nuisibles tels que la désinformation et les discours de haine. Par conséquent, l'EMI permet aux individus de mieux participer à l'échange public d'actualités et d'idées⁹. »

La DW Akademie¹⁰ définit l'EMI comme « la capacité d'accéder aux médias, de les analyser, de les créer et d'y réfléchir. C'est une condition préalable pour que les citoyens puissent revendiquer leurs droits à la liberté d'information et d'expression. » La DW Akademie se concentre sur la création de projets innovants qui promeuvent ces droits et permettent aux individus de comprendre et d'utiliser les médias de manière responsable.

Mise en œuvre de l'EMI en Tunisie

Parties prenantes

Les principales parties prenantes de l'EMI en Tunisie peuvent être classées comme provenant de la société civile avec quelques ONG (organisations non gouvernementales) internationales ainsi que le ministère de l'Éducation et le ministère de la Jeunesse et de la Culture.

Il n'existe pas de vision stratégique commune aux organisations de la société civile, aux organismes gouvernementaux et aux médias et autres parties prenantes. Malgré l'absence de base juridique/législative ou de définition convenue de l'EMI, ou d'une vision stratégique commune pour l'EMI en Tunisie, il existe une forte tradition d'activités développées pour répondre aux besoins en matière d'EMI identifiés sur le terrain, ces activités étant mises en œuvre par le biais d'une approche multipartite et financées par différentes sources. De nombreux projets d'EMI sont développés et promus par la société civile et, bien que les acteurs impliqués n'aient pas l'obligation légale de promouvoir l'EMI, ils sont responsables d'une activité régulière dans les écoles, les universités et les centres de jeunesse dans toute la Tunisie.

Parmi les projets d'EMI récents, citons :

- ▶ Jamil.net (ATMA)
- ▶ Clubs de presse francophones dans les écoles et les universités (UPF)
- ▶ TOKE (IREX Europe)
- ▶ Réseaux méditerranéens de la jeunesse (NET-Med Youth) (UNESCO)
- ▶ Un regard critique : la jeunesse tunisienne maîtrise les médias (DW Akademie)
- ▶ Edumedia (office suédois de développement des médias radiophoniques – CAPJC)
- ▶ Semaine de la presse et des médias dans les établissements scolaires (AEFE)
- ▶ Formation des formateurs à l'éducation aux médias (PAMTI)
- ▶ Caméra citoyenne (ATMA)
- ▶ Promotion de la liberté d'expression et lutte contre les discours de haine dans les écoles (Article 19)
- ▶ Jaridaty / Éducation des jeunes aux médias (Alkhatt)
- ▶ ADO+Festival (ADO+)

9 <https://www.article19.org/issue/media-and-information-literacy/>

10 [Dossier sur l'EMI | DW](#)

Parmi les parties prenantes les plus actives de l'EMI en Tunisie figurent l'ATMA, la DW Akademie, ERIM (IREX Europe), Article 19, Mandra FM, l'UNESCO et Savoir*Devenir.

Le Réseau d'Éducation aux Médias et à l'Information (REMI) est un réseau informel d'EMI en activité depuis deux ans et qui a l'ambition de rassembler les acteurs de l'EMI pour travailler sur une stratégie commune. Cependant, les membres définissent et comprennent différemment ce qu'est l'EMI, et leur participation au réseau est motivée par des objectifs différents.

Les membres actuels du REMI sont :

- ▶ PAMT 2
- ▶ ERIM (Equal Rights and Independent Media)
- ▶ Académie Nefzawa
- ▶ BBC Media Action
- ▶ Article 19
- ▶ UNESCO (bureau tunisien)
- ▶ Observatoire National de la Jeunesse
- ▶ UPF (Union de la Presse Francophone)
- ▶ Solidarité Laïque
- ▶ ATEM
- ▶ Kon Sadiki
- ▶ CAPJC
- ▶ Mandra FM
- ▶ ATMA (Association Tunisienne des Médias Alternatifs)

Au niveau gouvernemental, le ministère de la Jeunesse a établi un processus pour la mise en œuvre des interventions en matière d'EMI.

Le ministère de la Jeunesse et de la Culture ainsi que le ministère de l'Éducation ouvrent la voie à quelques activités d'EMI. Cependant, l'EMI n'est pas incluse dans le programme scolaire officiel en Tunisie et les interventions en matière d'EMI ont lieu en dehors des heures normales de cours.

Le ministre de l'Éducation a apporté un certain soutien à la société civile pour la mise en place d'activités d'EMI dans les écoles et lycées, et il travaille également au développement d'une stratégie gouvernementale d'EMI.

Bien que les bibliothèques publiques soient liées au ministère de la Jeunesse et de la Culture ainsi qu'au ministère de l'Éducation, les bibliothèques ne sont pas impliquées dans la promotion de l'EMI.

Le ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des seniors est également associé à une intervention en matière d'EMI.

L'autorité nationale de régulation, la Haute Autorité Indépendante de la Communication Audiovisuelle (HAICA), a consacré [une section de son site Web à l'EMI et la régulation des médias](#)¹¹.

En dehors du développement d'une chaîne d'éducation publique, les médias de service public ne sont pas activement impliqués dans la promotion de l'EMI en Tunisie.

¹¹ [Archives sur l'éducation aux médias et à l'information \(EMI\) - CRRM Blogs \(mediaregulation.org\)](#)

6. ÉTUDE DE CAS : IRLANDE

6.1 Base juridique

En vertu de la loi sur la radiodiffusion de 2009, l'autorité de radiodiffusion d'Irlande (Broadcasting Authority of Ireland, BAI) a l'obligation d'entreprendre, d'encourager et de favoriser la recherche et les activités visant à promouvoir l'éducation aux médias en Irlande¹².

Dans la loi sur la radiodiffusion de 2009¹³, l'éducation aux médias est décrite comme permettant une « meilleure compréhension par le public : (a) de la nature et des caractéristiques du matériel publié au moyen de la radiodiffusion et des médias électroniques connexes, (b) des processus par lesquels ce matériel est sélectionné, ou rendu disponible, pour la publication par la radiodiffusion et les médias électroniques connexes, (c) des processus par lesquels les individus et les communautés peuvent créer et publier du matériel audio ou audiovisuel au moyen de la radiodiffusion et des médias électroniques connexes, et (d) des systèmes disponibles par lesquels l'accès au matériel publié au moyen de la radiodiffusion et des médias électroniques connexes est ou peut être réglementé. »

Le futur projet de loi sur la sécurité en ligne et la réglementation des médias propose d'actualiser comme suit la description de l'éducation aux médias : « la compréhension par le public du matériel publié dans la presse écrite, à la radio et à la télévision, en ligne ou dans d'autres médias, y compris la compréhension de : (a) la nature et des caractéristiques du matériel publié, (b) la façon dont le matériel est sélectionné ou rendu disponible pour la publication, (c) la façon dont les individus et les communautés peuvent créer et publier du matériel, et (d) la façon dont l'accès au matériel publié est ou peut être réglementé¹⁴. »

6.2 Comment l'EMI est-elle comprise en Irlande ?

En 2016, après avoir consulté les parties prenantes de l'EMI en Irlande, la BAI a élaboré une politique d'éducation aux médias¹⁵ en réponse à ses obligations légales en vertu de la loi sur la radiodiffusion de 2009. La politique définit cinq objectifs :

- ▶ Fournir un leadership et faciliter une approche coordonnée de la promotion de l'éducation aux médias en Irlande.
- ▶ Décrire et promouvoir l'éducation aux médias parmi les citoyens, les consommateurs et les parties prenantes, d'une manière qui soit pertinente et significative.
- ▶ Encourager un large éventail de parties prenantes à participer à la promotion de l'éducation aux médias, conformément à leurs propres priorités commerciales et stratégiques.
- ▶ Encourager la recherche sur l'éducation aux médias et le développement d'une base de connaissances complète.

12 [Section 26\(2\)\(g\) https://www.irishstatutebook.ie/eli/2009/act/18/section/26/enacted/en/html](https://www.irishstatutebook.ie/eli/2009/act/18/section/26/enacted/en/html)

13 [Section 2\(2\) https://www.irishstatutebook.ie/eli/2009/act/18/section/26/enacted/en/html](https://www.irishstatutebook.ie/eli/2009/act/18/section/26/enacted/en/html)

14 [b06b22s.pdf \(oireachtas.ie\)](#)

15 [BAI_media_literacy_policy_EN1.pdf](#)

- ▶ Développer une politique stratégiquement alignée sur d'autres cadres et politiques d'apprentissage clés.

Dans une tentative de compréhension « durable » de l'EMI en Irlande, la politique de la BAI ne définit délibérément pas l'éducation aux médias en des termes stricts. En revanche, la politique présente trois « compétences de base » qui ont été identifiées par la BAI comme essentielles pour parcourir l'environnement technologique, médiatique et social actuel et émergent. À chaque compétence est associé un ensemble d'indicateurs de compétences et de réussite. Les compétences de base sont les suivantes :

- ▶ Comprendre et évaluer de manière critique le contenu et les services des médias audiovisuels, numériques et autres, afin de faire des choix éclairés et de gérer au mieux l'utilisation des médias.
- ▶ Créer et participer, via les médias, de manière responsable, éthique et efficace, aux aspects créatifs, culturels et démocratiques de la société.

6.3 L'approche de l'Irlande pour promouvoir l'EMI

Dans le cadre de cette politique, la BAI s'est engagée à élaborer un plan de travail annuel en matière d'éducation aux médias, à soutenir le développement d'un réseau national d'éducation aux médias et à apporter un soutien continu à l'éducation aux médias par le biais de ses activités principales, notamment le processus de traitement des plaintes, la commande de recherches, les activités de développement sectoriel et les subventions pour la création de programmes, accordées dans le cadre du programme de financement de la radiodiffusion.

En 2017, en réponse à l'engagement pris par la BAI dans sa politique d'éducation aux médias, un réseau d'éducation aux médias ([Media Literacy Ireland](#)) a été créé. Prenant acte du fait que la nature multidimensionnelle et en constante évolution de l'éducation aux médias signifie qu'aucune organisation ne peut à elle seule assurer efficacement l'éducation aux médias au niveau national, le réseau Media Literacy Ireland (MLI) a été créé en tant qu'alliance indépendante de personnes et d'organisations travaillant ensemble et de façon bénévole pour promouvoir l'éducation aux médias en Irlande.

Régi par la BAI, le réseau MLI rassemble plus de 240 membres issus d'un large éventail de secteurs. Il est dirigé par un comité de pilotage bénévole représentant un certain nombre de secteurs clés, notamment les radiodiffuseurs, les plates-formes numériques, la jeunesse, l'éducation à l'information, le monde universitaire ainsi que le secteur communautaire et du bénévolat. La BAI copréside le comité de pilotage. Le réseau MLI fonctionne indépendamment du gouvernement et aucun représentant du gouvernement ou du ministère ne siège au sein du comité de pilotage.

Le réseau MLI couvre quatre domaines de travail principaux :

- ▶ Coordination : être le premier interlocuteur reconnu pour fournir un soutien et des conseils aux acteurs de l'éducation aux médias (nationaux et internationaux).
- ▶ Innovation : inspirer, encourager et faciliter le développement de nouveaux projets, programmes et interventions d'éducation aux médias, et encourager leur évaluation et leur pérennisation.

- Communication : encourager la discussion et le débat autour de tous les aspects de l'éducation aux médias en Irlande afin d'aider à identifier les questions émergentes, les lacunes au niveau de l'offre et les possibilités de collaboration.
- Promotion : utiliser la puissance, la portée et l'expertise des membres du réseau MLI pour mettre collectivement en lumière les questions liées à l'éducation aux médias et indiquer les sources de soutien par le biais de campagnes de sensibilisation publiques multipartites.

Un plan de travail annuel est élaboré chaque année et publié dans la section des membres du [site Web du réseau MLI](#). Plus de cent membres se sont portés volontaires pour faire partie d'un groupe de travail, et les membres sont appelés à soutenir des aspects particuliers du plan de travail en fonction de leurs intérêts, de leur expérience et de leur disponibilité.

Le travail du réseau MLI a été reconnu dans un certain nombre d'autres stratégies et cadres nationaux tels que *Harnessing Digital - The Digital Ireland Framework*¹⁶ (Exploiter le numérique - Le cadre numérique irlandais) et *Adult Literacy for Life Strategy*¹⁷ (L'enjeu vital de l'alphabétisation des adultes).

6.4 Enseignement officiel

Bien que l'EMI ne soit pas enseignée comme une matière à part entière dans les écoles irlandaises, certains aspects de l'EMI sont enseignés dans diverses matières et à différents niveaux. L'éducation aux médias est présente dans le programme national depuis le début des années 1990, à la fois dans le programme d'anglais et comme élément thématique de l'éducation sociale, personnelle et sanitaire (SPHE, Social, Personal and Health Education)¹⁸.

Le nouveau cursus linguistique pour l'enseignement primaire, Primary Language Curriculum (2019)¹⁹, promeut la culture numérique comme un aspect important de l'apprentissage des enfants en anglais et en irlandais. Le nouveau programme de mathématiques pour l'enseignement primaire tient également compte des développements de la technologie numérique en ce qui concerne la pensée computationnelle. Le projet de cadre pour le programme d'enseignement primaire (2020) propose que la technologie numérique fasse partie du programme de mathématiques, de sciences et de technologies, afin de donner aux enfants les moyens d'être des citoyens numériques actifs et de développer leur utilisation responsable, sûre et éthique de la technologie numérique.

À l'issue du primaire, la plupart des cours d'éducation aux médias ont lieu durant le premier cycle (13-15 ans) dans le cadre d'une matière obligatoire : l'éducation civique, sociale et politique. Il existe également une formation courte de 100 heures, distincte mais facultative, sur l'éducation aux médias numériques²⁰ au niveau 3, « l'entreprise animée » au niveau 2 et le codage.

Durant le cycle supérieur, le Leaving Certificate Applied, un examen d'État destiné aux élèves de deuxième cycle professionnel, inclut l'éducation aux médias et la sécurité numérique dans son

16 [gov.ie - Exploiter le numérique - Le cadre numérique irlandais \(www.gov.ie\)](#)

17 [gov.ie - L'enjeu vital de l'alphabétisation des adultes - stratégie décennale d'alphabétisation des adultes \(www.gov.ie\)](#)

18 [L'éducation aux médias en Irlande - O'Neill - Principaux ouvrages de référence - Wiley Online Library](#)

19

20 [Formation courte sur l'éducation aux médias numériques](#)

module Communications and the Digital World (Les communications et le monde numérique). Tous les étudiants du Leaving Certificate Applied doivent suivre un module obligatoire en technologie de l'information et des communications. L'informatique est disponible au niveau national en tant que matière facultative pour le Leaving Certificate 2020.

Selon le [rapport 2022 sur le suivi du pluralisme des médias](#)²¹, il reste une marge importante pour intégrer l'éducation aux médias dans les programmes de l'enseignement primaire et secondaire irlandais. Le rapport souligne que l'éducation aux médias reste essentiellement facultative au niveau du cycle supérieur (16-19 ans).

6.5 Parties prenantes

Media Literacy Ireland est la plate-forme reconnue pour rassembler les parties prenantes de l'EMI. Offrir la possibilité de se rencontrer, de créer des réseaux et de collaborer est la pierre angulaire du réseau MLI, dont les membres proviennent d'un large éventail de secteurs, comme les éditeurs de presse, les diffuseurs, les plates-formes numériques, le monde universitaire et les organisations de la société civile.

Bien qu'aucun ministère du gouvernement ne participe au réseau MLI, un certain nombre s'intéresse à différents aspects de l'EMI. Le [ministère du Tourisme, de la Culture, des Arts, de la Gaeltacht](#)²² du Sport et des Médias est chargé de présenter le futur projet de loi sur la sécurité en ligne et la réglementation des médias, qui modifiera considérablement la loi sur la radiodiffusion de 2009 et actualisera la définition de l'éducation aux médias. Le ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation et de la Science a publié la stratégie décennale Adult Literacy for Life²³ (L'enjeu vital de l'alphabétisation des adultes), qui reconnaît que l'éducation aux médias est un élément clé de l'éducation de base.

Outre l'enseignement officiel (décrit ci-dessous), le ministère de l'Éducation finance également [Webwise.ie](#)²⁴ qui promeut l'utilisation autonome, efficace et sûre d'internet par les jeunes grâce à une stratégie d'information et de sensibilisation soutenue ciblant les parents, les enseignants et les enfants eux-mêmes avec des messages cohérents et pertinents.

L'autorité de radiodiffusion d'Irlande (Broadcasting Authority of Ireland, BAI) a l'obligation légale d'entreprendre, d'encourager et de favoriser la recherche et les activités visant à promouvoir l'éducation aux médias en Irlande²⁵. La BAI est au premier plan de la coordination des activités d'éducation aux médias en Irlande depuis 2017 et est l'organisme reconnu chargé de la promotion de l'éducation aux médias.

La BAI régit Media Literacy Ireland, une alliance nationale de personnes et d'organisations engagées dans la promotion de l'EMI en Irlande. La BAI finance la coordination du réseau MLI, ainsi que le financement et le soutien d'une série d'activités propres à l'EMI, comme des événements,

21 [Suivi du pluralisme des médias à l'ère numérique : application du suivi du pluralisme des médias dans l'Union européenne, en Albanie, au Monténégro, en République de Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie en 2021. Rapport par pays : Irlande \(eui.eu\)](#)

22 Langue gaélique

23 [gov.ie - L'enjeu vital de l'alphabétisation des adultes - stratégie décennale d'alphabétisation des adultes \(www.gov.ie\)](#)

24 [www.webwise.ie](#)

25 Section 26(2)(g) <https://www.irishstatutebook.ie/eli/2009/act/18/section/26/enacted/en/html>

des conférences, la création de contenus et un programme de prix dans le domaine de l'éducation aux médias qui sera bientôt lancé. Le budget annuel alloué au réseau MLI est inférieur à 100 000 € par an.

De nombreuses organisations de la société civile soutiennent et encouragent les activités liées à l'EMI en Irlande, dont les bibliothèques publiques, les groupes communautaires, les groupes de jeunes et les groupes d'intérêt des personnes âgées.

Les autres acteurs clés de l'EMI sont [Webwise](#), [Barnardos](#), [CROAL](#), [CyberSafeKids](#), l'[Irish Film Institute](#), [Learning Waves](#), [NewsBrands Ireland](#), Safefood ainsi que les radiodiffuseurs de service public ([RTÉ](#) et [TG4](#)), des radiodiffuseurs commerciaux ([Sky Ireland](#), [Virgin Media](#) et des stations de radio commerciales indépendantes). Plusieurs membres du réseau MLI sont également issus du secteur commercial tels que [Trend Micro](#), Meta, Google, Twitter et TikTok.

6.6 Projets liés aux meilleures pratiques

6.6.1 Campagne Be Media Smart

[Be Media Smart](#) est une campagne nationale de sensibilisation, développée par Media Literacy Ireland et qui encourage les individus à s'arrêter, réfléchir et vérifier que les informations qu'ils lisent, voient ou entendent sont fiables et exactes. La campagne a initialement été élaborée en 2019 dans le cadre de la Semaine européenne de l'éducation aux médias. La campagne comprenait des publicités télévisées et radiophoniques, des ressources sur les réseaux sociaux et une campagne sur les réseaux sociaux qui invitait chacun à « faire preuve d'intelligence médiatique » (Be Media Smart) et dirigeait vers un microsite où étaient fournies davantage d'informations sur la manière de « s'arrêter, réfléchir et vérifier » l'information.

La campagne a été principalement financée par le soutien « en nature » des membres du réseau MLI. RTÉ, le radiodiffuseur de service public, a développé le concept et créé le contenu (avec le soutien de la BAI). Toutes les ressources de la campagne ont été mises gratuitement à la disposition de tous les membres du réseau MLI et toutes les chaînes de radio et de télévision ont diffusé les annonces gratuitement. Les plates-formes numériques ont soutenu la campagne en offrant un crédit publicitaire gratuit aux membres du réseau MLI à but non lucratif. Les éditeurs de presse ont diffusé gratuitement des annonces imprimées. Les bibliothèques ont également soutenu la campagne. La campagne a également bénéficié d'une importante couverture éditoriale à la télévision, à la radio et dans la presse, avec plusieurs tribunes, de longs articles et des reportages dans les grands quotidiens nationaux et en ligne, ainsi que des blogs de membres du réseau MLI.

Selon une étude réalisée pour MLI par IPSOS MRBI, au plus fort de la campagne en 2020, 27 % des adultes en Irlande ont déclaré avoir vu la campagne. Par ailleurs, d'autres organisations ont adopté le message de la campagne Be Media Smart et ont élargi sa portée. Le concept et le message de la campagne ont également été adoptés par cinq autres pays et les ressources ont été partagées gratuitement.

En 2020, la campagne a été enrichie pour encourager les individus à « faire preuve d'intelligence médiatique » concernant les informations qu'ils recevaient sur la pandémie de COVID-19. En 2021, la campagne a été une nouvelle fois révisée afin d'encourager les individus à « faire preuve d'intelligence médiatique » en matière d'information sur les vaccins. Une nouvelle section a alors été ajoutée au microsite qui répertorie les informations erronées récemment démenties sur les vaccins contre le COVID-19 et indiquait d'autres sources de vérification des faits.

7. ÉTUDE DE CAS : MACÉDOINE DU NORD

7.1 Base juridique

La loi de 2013 sur les services de médias audio et audiovisuels est considérée comme la politique déterminante décrivant les responsabilités en matière d'EMI en Macédoine du Nord.

En vertu de cette législation, l'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels ([AAMS](#), Agency for Audio and Audiovisual Media Services) a l'obligation de promouvoir l'éducation aux médias en vertu des articles 2, 6 et 26. En outre, l'AAMS a également des obligations liées à l'EMI en vertu de cette loi, y compris : la protection des mineurs, le pluralisme des services audiovisuels et la lutte contre la concentration des médias.

7.2 Comment l'EMI est-elle comprise en Macédoine du Nord ?

Il n'existe pas de définition de l'EMI convenue au niveau national en Macédoine du Nord.

En 2015, reconnaissant l'importance stratégique de l'éducation aux médias, l'AAMS a développé le *Programme pour la promotion de l'éducation aux médias en République de Macédoine*²⁶, conçu afin d'organiser ses activités d'EMI de manière structurée entre 2016 et 2018. Ce programme s'appuyait sur la définition de l'éducation aux médias de la Commission européenne :

« ... la capacité d'interpréter de manière critique le flux, la substance, la valeur et les conséquences du contenu des médias sous toutes ses formes, de manière à permettre aux citoyens d'utiliser les médias et de communiquer efficacement par leur intermédiaire » (Programme pour la promotion de l'éducation aux médias en République de Macédoine, p. 7).

En mars 2019, l'AAMS a publié *la politique actuelle d'éducation aux médias*²⁷. L'objectif global de cette politique est de promouvoir l'éducation aux médias dans la société macédonienne, les citoyens étant les bénéficiaires finaux.

La politique ne définit pas l'EMI, mais souligne plutôt un ensemble de compétences (et pas seulement des aptitudes) structurées en quatre composantes différentes : 1. Conscience critique ; 2. Conscience des émotions ; 3. Bien-être numérique ; 4. Citoyenneté à part entière, qui reflète la nature vaste et diversifiée de l'EMI.

7.3 L'approche de la Macédoine du Nord pour promouvoir l'EMI

En 2017, conformément au Programme pour la promotion de l'éducation aux médias en République de Macédoine, l'AAMS a initié et financé la création du Réseau d'éducation aux médias (MLN, Media Literacy Network) en Macédoine du Nord.

26 [Programme_for_Promoting_Media_Literacy.pdf \(mediumskapismenost.mk\)](#)

27 [Media-Literacy-policy_online-version.pdf \(avmu.mk\)](#)

La politique d'éducation aux médias de l'AAMS est la seule politique nationale concernant directement l'EMI en Macédoine du Nord. L'objectif de cette politique n'est pas de dresser une liste d'initiatives ou d'activités, mais plutôt d'identifier les principaux domaines (et groupes) de besoins en matière d'EMI, et de définir une orientation stratégique pour la promotion de l'EMI en collaboration avec d'autres partenaires de l'EMI. L'AAMS agit comme un catalyseur pour la promotion de l'EMI, en aidant à identifier le soutien nécessaire et la meilleure façon de fournir ce soutien en fonction des besoins, à la fois par le biais du Réseau d'éducation aux médias (MLN) et en tant que partie prenante individuelle.

L'objectif du Réseau est de faciliter la communication et la consultation entre les parties prenantes de l'EMI en Macédoine du Nord, en vue d'une plus grande coopération et de projets meilleurs et plus durables.

En 2017, on dénombrait 35 membres fondateurs, dont deux ministères : le ministère de l'Éducation et des Sciences et le ministère du Travail et de la Politique sociale. En 2022, ce nombre a plus que doublé pour atteindre 77 membres. Pour devenir membre, il convient d'accepter l'acte fondateur du Réseau et de soumettre une demande d'adhésion signée.

Le réseau repose sur une structure horizontale²⁸ selon laquelle tous les membres sont égaux et ont les mêmes droits et obligations. L'AAMS fournit un soutien administratif au réseau.

En 2019, après accord de tous les membres, un groupe de coordination et un coordinateur ont été élus. Un représentant de l'AAMS a été élu coordinateur du réseau, puis a été réélu coordinateur du réseau pour un mandat de deux ans.

Le groupe de coordination est composé de cinq membres du MLN qui ont été élus par vote secret. Il est important de noter que tous les membres ont été élus en tant que personnes, et non en tant que représentants des institutions/organisations. Les membres actuels du groupe de coordination sont :

- *Emilija Petreska-Kamenjarova (coordinatrice) - Agence pour les services de médias audio et audiovisuels*
- *Snezhana Trpevska - Institut de recherche sur le développement social - RESIS (organisation de citoyens)*
- *Marina Tuneva - lorsqu'elle a été élue, elle travaillait à l'organisme d'autorégulation, mais elle est désormais experte indépendante*
- *Vesna Nikodinoska - Institut macédonien pour les médias (organisation de citoyens)*
- *Olga Samardzic Jankova - Konedu Global (organisation de citoyens)*

Le groupe de coordination et le coordinateur ont pour mission d'assurer une coordination stratégique impliquant le développement et le perfectionnement des idées et des activités, qui sont ensuite proposées au Réseau pour approbation.

Quelques groupes de travail ont été créés, dans lesquels les membres du MLN travaillent bénévolement. Ces groupes de travail traitent de l'enseignement officiel et non officiel, de la recherche, de la promotion du Réseau et du recrutement des membres, ainsi que de la culture cinématographique.

28 [Structure organisationnelle - ММП \(mediumskapismenost.mk\)](http://mediumskapismenost.mk)

Le Réseau n'est pas enregistré en tant qu'entité juridique distincte et, en tant que tel, il ne dispose pas de compte bancaire. La quasi-totalité du travail effectué l'est à titre gracieux. Lorsque l'un des membres organise des événements ou d'autres activités sous l'égide du Réseau, chaque membre utilise les fonds de son propre budget. Il est donc très difficile d'estimer le budget opérationnel du Réseau.

7.4 Enseignement officiel

Des tentatives d'intégration de l'EMI dans le programme scolaire de Macédoine du Nord ont vu le jour, avec un succès limité. En 2010, l'institut macédonien pour les médias, en coopération avec l'institut pour la démocratie et le bureau pour le développement de l'enseignement, a élaboré un manuel sur l'étude de l'éducation aux médias dans l'enseignement de la langue maternelle²⁹ et a formé plus de 1 000 enseignants. Toutefois, le projet s'est arrêté dans sa phase finale, avant que l'autorisation d'utilisation dans les écoles ne soit obtenue.

En 2021, avec le nouveau concept pour l'enseignement primaire, le ministère de l'Éducation a introduit l'éducation aux médias dans les écoles primaires (non pas comme une matière spéciale, mais intégrée dans différentes matières) en commençant par la première et la quatrième année (à poursuivre avec la deuxième et la cinquième année en 2022). Auparavant déjà, des éléments de l'éducation aux médias étaient présents dans les programmes des écoles primaires et secondaires, mais ils étaient davantage axés sur la culture médiatique. Certains aspects de l'EMI (tels que les caractéristiques des médias et l'évaluation de l'exactitude et de la qualité des sources) ont été enseignés par le biais de l'éducation civique dans le cadre de l'enseignement primaire et secondaire.

Même si le concept d'éducation aux médias n'est pas mentionné dans le récent document *Education Strategy and Action Plan (2018-2025)*³⁰ (Stratégie et plan d'action pour l'éducation), l'ouvrage reconnaît et encourage le développement de compétences de base qui faciliteront la pensée critique et la participation active. En outre, le programme du gouvernement actuel pour la période 2022-2024 réaffirme l'engagement en faveur de l'introduction de l'éducation aux médias dans le programme scolaire officiel, en la citant comme l'une de ses principales priorités à mettre en œuvre à tous les niveaux du système éducatif et en promettant que les enseignants recevront une formation appropriée sur la manière de la mettre en œuvre, de l'apprendre et de l'enseigner (Programme de travail du gouvernement de la République de Macédoine du Nord pour la période 2022-2024, p. 34)³¹.

7.5 Parties prenantes

Le Réseau d'éducation aux médias (MLN, Media Literacy Network), administré par l'AAMS, est le principal réseau de parties prenantes en Macédoine du Nord. L'objectif du Réseau est de faciliter la communication et la consultation entre les parties prenantes de l'EMI en Macédoine du Nord, en vue d'une plus grande coopération et de projets meilleurs et plus durables.

Le Réseau est composé de huit institutions publiques, dont l'AAMS, deux ministères, l'agence du film, la cinémathèque de la République de Macédoine du Nord, l'agence pour la protection des

29 [mpmkPROBNO.pdf \(idscs.org.mk\)](#)

30 [Strategija-za-obrazovanie-ENG-WEB-1.pdf \(mrk.mk\)](#)

31 [Programme de travail du gouvernement de la République de Macédoine du Nord pour la période 2022-2024](#)

données personnelles, l'agence pour les communications électroniques et le conseil de la République pour la sécurité routière. Il compte six établissements d'enseignement, 40 associations de citoyens, 13 diffuseurs, une entreprise, un projet et trois experts individuels.

Deux ministères font partie des membres fondateurs du MLN en Macédoine du Nord : le ministère de l'Éducation et des Sciences et le ministère du Travail et de la Politique sociale.

L'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels (ci-après désignée « l'Agence ») a l'obligation légale de promouvoir l'éducation aux médias (voir ci-dessus). Entre 2016 et 2019, l'Agence a joué un rôle clé dans la promotion de l'éducation aux médias, comme indiqué dans le programme³².

Le rapport sur le travail de l'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels pour 2017³³ met en évidence un certain nombre d'activités entreprises par l'Agence, telles que le lancement et l'administration du Réseau d'éducation aux médias (MLN) de la République de Macédoine du Nord et le développement de la présence sur le Web de l'éducation aux médias (<https://mediumskapismenost.mk/home/>), des recherches dédiées à l'éducation aux médias, des analyses, des informations sur les conférences, des projets, des vidéos et d'autres contenus liés à l'EMI, ainsi que l'aide au Réseau pour partager avec les écoles primaires du matériel éducatif préparé en amont sur l'éducation aux médias. De même, la variété des activités en matière d'EMI entreprises par l'Agence est exposée dans les rapports de travail annuels successifs.

Dans le cadre de la politique actuelle, l'Agence s'engage à planifier, initier, soutenir et rendre compte, diriger, exécuter, coordonner ou permettre des activités spécifiques dans le but d'aider les citoyens macédoniens à acquérir les compétences d'éducation aux médias définies dans la politique de l'Agence.

En outre, l'actuelle stratégie réglementaire pour le développement de l'activité des médias audio et audiovisuels pour 2019-2023³⁴ recommande l'élaboration d'un document d'orientation visant à encourager le développement de l'éducation aux médias en République de Macédoine et le développement d'activités dans le but de renforcer le Réseau d'éducation aux médias (MLN). Elle recommande également que l'Agence poursuive les activités pour sensibiliser les différents groupes cibles à l'éducation aux médias et pour élever le niveau de professionnalisme des professionnels des médias, en coordination avec les autres membres du Réseau.

Un large pan de la société civile très actif promeut l'EMI en Macédoine du Nord. Avant 2013, pratiquement toutes les activités liées à l'EMI entreprises en Macédoine du Nord étaient le fait d'organisations de la société civile. Le MLN compte plus de 40 organisations de la société civile³⁵.

Certaines des organisations de la société civile les plus importantes sont :

- ▶ Institut macédonien pour les médias
- ▶ Conseil d'éthique des médias de Macédoine
- ▶ Fondation Metamorphosis
- ▶ Forum sur l'éducation des jeunes

32 [Programme for Promoting Media Literacy.pdf \(mediumskapismenost.mk\)](#)

33 [Годишен извештај за работа на АВМУ за 2017 година.pdf \(avmu.mk\)](#)

34 [Регулаторната стратегија за периодот од 2019 до 2023 година.pdf \(avmu.mk\)](#)

35 [Membres du Réseau d'éducation aux médias - ММП \(mediumskapismenost.mk\)](#)

- ▶ Association des journalistes de Macédoine
- ▶ École de journalisme et de relations publiques
- ▶ Institut d'études en communication

Six établissements d'enseignement sont membres du MLN en Macédoine du Nord, à savoir : l'école supérieure de journalisme et de relations publiques, l'institut d'études en communication, l'université Mère Teresa, l'université internationale Europe Prima, l'institut Max van der Stoel et le lycée Josip Broz Tito.

7.6 Projets liés aux meilleures pratiques

7.6.1 Programme YouThink

YouThink³⁶ est un programme de cinq ans qui aide les jeunes Macédoniens à parcourir et à façonner un écosystème de l'information qui informe et engage plutôt que de diviser et polariser. Il soutient également l'introduction de l'éducation aux médias dans les écoles.

Lancé à l'automne 2021, YouThink s'appuie sur l'approche et les activités d'éducation aux médias « *Learn to Discern* » (Apprendre à discerner) de l'IREX pour adapter le contenu et les méthodologies à divers publics dans toute la Macédoine du Nord. Le projet est soutenu par le ministère de l'Éducation et des Sciences ainsi que le bureau pour le développement de l'éducation, permettant à YouThink de réunir des partenaires macédoniens pour travailler au sein du système scolaire aux niveaux primaire, secondaire et universitaire. Les activités du projet incluent :

- ▶ Adaptation des programmes d'études et recherche
- ▶ Intégration de la réflexion critique sur l'information dans les écoles
- ▶ Enseignement non officiel
- ▶ Contenu médiatique élaboré par et pour les jeunes, les participants recevant une formation sur l'éducation aux médias, la maîtrise des données, etc., afin de renforcer l'enseignement des jeunes journalistes et professionnels des médias
- ▶ Collaboration, apprentissage et adaptation

YouThink est mis en œuvre par l'IREX en collaboration avec trois des membres fondateurs du MLN : l'institut macédonien pour les médias, l'institut des études en communication et le forum sur l'éducation des jeunes. Le programme est financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID, United States Agency for International Development).

7.6.2 Journées d'éducation aux médias

Les Journées d'éducation aux médias (MLD, Media Literacy Days) sont un projet annuel d'une semaine initié en 2019. Il s'agit d'une série d'événements planifiés et réalisés par les membres du Réseau d'éducation aux médias (MLN) entre la fin du mois d'octobre et le début du mois de novembre. Une fois que le thème de la semaine est défini (généralement, en accord avec le thème de la Semaine de l'éducation aux médias de l'UNESCO), les membres se portent volontaires pour organiser et financer un ou plusieurs événements (ateliers, tables rondes, formations, présentations des résultats de la recherche sur l'éducation aux médias, débats, etc.) sur différents sujets

36 [YouThink : éducation aux médias en Macédoine du Nord | IREX](#)

(secondaires) et pour différents groupes de citoyens (enfants, adultes, personnes âgées, femmes, groupes marginalisés, population générale, médias, etc.).

Tous les événements font l'objet d'une promotion croisée par les membres du MLN, via une campagne conjointe financée par l'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels. Les informations sur les événements et les activités organisés pour les MLD sont partagées sur le site Web et la page Facebook du MLN, les comptes Twitter et Instagram et la chaîne YouTube du MLN. Les informations sont également partagées par les membres du MLN sur leurs sites Web et leurs canaux de communication. Une couverture télévisuelle et radiophonique est également assurée.

En 2021, le thème était « *Monde virtuel ou réel : les règles sont les mêmes ! Éduquez-vous aux médias* » dans le but d'établir et de développer une conscience critique chez les enfants et les jeunes ainsi que d'autres groupes cibles qui y sont directement ou indirectement liés.

Les membres du MLN qui ont participé à l'organisation des Journées d'éducation aux médias sont : l'institut macédonien pour les médias et l'IREX, l'institut d'études en communication, PINA, Planet-M, l'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, l'Institut RESIS, l'Université de l'Europe du Sud-Est, le Forum sur l'éducation des jeunes et Radio MOF, la Metamorphosis Foundation, le Conseil d'éthique des médias de Macédoine, Konedu-Global, MRT et le magazine « Lice v Lice » (Face à Face).

8. ÉTUDE DE CAS : FRANCE

8.1 Base juridique

L'article 1 du décret no 2007-474 du 28 mars 2007³⁷ actualise la mission du Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information (CLEMI) en précisant qu'il est « chargé de l'éducation aux médias dans l'ensemble du système éducatif ». Sa mission consiste à promouvoir, tant au plan national que dans les académies, notamment par des actions de formation, l'utilisation pluraliste des moyens d'information dans l'enseignement afin de favoriser une meilleure compréhension par les élèves du monde qui les entoure tout en développant leur sens critique. Ce centre est un service du Centre national de documentation pédagogique.

Une loi de 2018 visant à lutter contre la manipulation de l'information (Loi no 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information, connue familièrement sous le nom de « loi sur les fake news ») oblige les plates-formes en ligne à entreprendre diverses actions comme la promotion de l'éducation aux médias.

8.2 Comment l'EMI est-elle comprise en France ?

L'EMI est bien établie en France et repose sur la conviction selon laquelle l'esprit critique est vital pour une citoyenneté active et la préservation de la démocratie. L'EMI est également considérée comme un moyen de réduire les inégalités culturelles et sociales et, à ce titre, elle est intégrée au programme scolaire dès le plus jeune âge.

Une circulaire publiée dans le Bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports (27 janvier 2022) illustre la manière dont l'EMI est comprise en France : « Cette évolution renouvelle et renforce la nécessité de former les élèves en éveillant leur curiosité intellectuelle, en développant leurs capacités d'analyse et de discernement, en leur apprenant à distinguer les faits et leurs interprétations et plus généralement à s'informer et analyser avant de juger. C'est pourquoi l'éducation aux médias et à l'information (EMI), inscrite au cœur de la formation de futurs citoyens libres et éclairés, est une composante des actions relatives aux valeurs de la République et doit être renforcée³⁸. »

8.3 L'approche de la France en matière de promotion de l'EMI

Le CLEMI est le Centre de Liaison de l'Enseignement et des Médias d'Information. Il s'agit d'un organisme public, agissant pour le compte du ministère français de l'Éducation nationale, qui est chargé de l'EMI dans le système éducatif français. Le CLEMI a été créé au début des années 1980 avec pour mission de former les enseignants à la connaissance du système des médias d'information et de renforcer les compétences citoyennes des enfants en leur fournissant des outils et en encourageant leur esprit critique autour des médias et de l'information.

37 [OOJOEP007601f \(clemi.fr\)](https://www.legifrance.gouv.fr/eli/decree/2007/3/28/2007-474)

38 [Une nouvelle dynamique pour l'éducation aux médias et à l'information | Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse](#)

Tous les enseignants, quels que soient leur niveau et leur discipline, peuvent faire appel au CLEMI, tant au niveau national qu'académique, pour des formations, des conseils ou des ressources³⁹.

L'activité du CLEMI se divise en 4 domaines :

- ▶ Formation des enseignants et des formateurs à l'éducation aux médias et à l'information : le CLEMI assure la formation de formateurs et d'enseignants de tous niveaux, dans toutes les disciplines. Chaque année, environ 30 000 enseignants et éducateurs sont formés. Le CLEMI propose également des formations à une communauté éducative plus large, comprenant un groupe diversifié d'éducateurs et de travailleurs sociaux.
- ▶ Production ou coproduction des ressources pédagogiques en éducation aux médias et à l'information.
- ▶ Soutien à la création médiatique dans les écoles par le biais de projets tels que la Semaine de la presse et des médias à l'école, Classe investigation et le projet de Classes médias.
- ▶ Établissement d'un lien entre les écoles et les médias.

Le travail du CLEMI ne s'arrête pas à la porte de l'école. Aider les enfants à développer leurs compétences en matière d'EMI nécessite un soutien à la maison ainsi qu'à l'école. Le CLEMI a également développé des initiatives ciblant les familles, avec un guide pratique, un kit pédagogique et une courte série TV et Web humoristique intitulée « La famille Tout-Écran », avec des ateliers connexes. La dernière production est une bande dessinée intitulée « Dans la tête de Juliette », qui traite de la question des médias qui captent l'attention.

L'approche du CLEMI est basée sur les compétences plutôt que sur les outils, et sa pédagogie repose sur « l'apprentissage par la pratique » et la diffusion des bonnes pratiques. Le Centre dispose d'un réseau de 32 coordinateurs nationaux qui forment les enseignants et les professionnels de l'éducation à enseigner les compétences en matière d'EMI aux enfants. Le recours à des coordinateurs locaux souligne l'importance du contexte local et des liens avec la presse et les médias locaux.

8.4 Enseignement officiel

Avant 2013, l'EMI était développée de manière hétérogène. En 2013, [la Loi d'orientation et de programmation pour la refondation de l'École](#) précisait que l'École avait pour mission de développer « les connaissances, les compétences et la culture nécessaires à l'exercice de la citoyenneté dans la société contemporaine de l'information et de la communication. »

L'éducation aux médias et à l'information (EMI) fait partie du programme scolaire national en France. Dans l'enseignement primaire et secondaire, les thèmes de l'EMI sont intégrés aux programmes scolaires. Pour les enfants de 11 à 15 ans, un programme spécifique d'EMI est prévu dans le cursus.

Au lycée, le programme des élèves âgés de 14 à 17 ans comprend des sujets directement liés à l'histoire de la presse et des médias ainsi que l'étude du fonctionnement des réseaux sociaux et des médias numériques. L'EMI est évaluée par les enseignants de manière transversale.

Le rôle des bibliothécaires scolaires dans la promotion de l'EMI est très important en France. Ce sont souvent des interlocuteurs clés et des spécialistes de l'EMI dans les écoles.

39 [Repères historiques et institutionnels - CLEMI](#)

Un rapport publié en 2021 par un groupe d'experts pour le ministère de l'Éducation⁴⁰ préconise la mise en place d'un programme d'éducation aux médias et à l'information plus cohérent, qui inclurait toutes les tranches d'âge.

8.5 Parties prenantes

Bien que les activités du CLEMI soient principalement menées par un solide réseau de coordinateurs académiques locaux, il s'appuie également sur plusieurs partenaires des médias pour élaborer des projets et des actions pour les écoles. En tant que tel, le CLEMI agit comme un facilitateur, en aidant les parties prenantes de l'EMI au sein des médias, des autorités publiques, des associations et de la société civile à travailler ensemble pour soutenir le déploiement de l'EMI dans les écoles. Une grande partie du travail du CLEMI est basée sur la collaboration entre plusieurs parties prenantes. Plus de 1 800 partenaires des médias sont impliqués dans le projet de la Semaine de la presse et des médias à l'école. Le CLEMI fait partie du pôle EDMO récemment créé en France avec l'AFP et Sciences Po.

Les instances de régulation que sont [l'Arcom](#) (Autorité de régulation de la communication audiovisuelle et numérique, née début 2022 de la fusion du CSA et de l'HADOPI) et la [CNIL](#) (Commission nationale de l'informatique et des libertés) promeuvent désormais l'éducation aux médias et se sont associées au CLEMI.

Depuis 2015, les médias nationaux comme France Télévisions, Radio France et France Médias Monde sont également tenus de s'engager dans des activités d'éducation aux médias.

Les autres acteurs clés de l'EMI sont [Savoir Devenir](#), Entre les lignes, [l'Agence France-Presse \(AFP\)](#), [France 24](#), [Safer Internet](#) France et Les Allocations Familiales (CAF).

8.6 Projets liés aux meilleures pratiques

8.6.1 Semaine de la presse et des médias à l'école

La Semaine de la presse et des médias à l'école⁴¹ a lieu chaque année au printemps. Cette initiative, qui existe depuis plus de 30 ans, offre aux élèves la possibilité de découvrir la pluralité du secteur des médias et d'entrer en contact avec des professionnels des médias par le biais d'ateliers et de visites de médias.

Cette initiative est devenue une date majeure du calendrier français de l'EMI et implique chaque année des milliers d'enseignants, d'écoles et d'élèves. En 2021, plus de 4,5 millions d'élèves y ont participé dans 20 461 écoles, soutenus par 260 000 enseignants et 1 800 partenaires des médias.

L'objectif de cette initiative est d'aider les élèves, de la maternelle au lycée, à comprendre le système médiatique, à former leur jugement critique, à développer leur goût pour l'actualité et à forger leur identité de citoyen.

Les enseignants inscrits de tous les niveaux (primaire, collège et lycée) participent avec leurs élèves.

40 [280669.pdf \(vie-publique.fr\)](#)

41 <https://www.clemi.fr/fr/semaine-presse-medias.html>

Ce projet repose sur le concept selon lequel les élèves doivent apprendre à s'informer en exerçant leur esprit critique, qui est au cœur de l'éducation aux médias et à l'information.

La Semaine de la presse et des médias à l'école vise à ce que les participants fassent la distinction entre les différentes sources, comprennent les contextes de production et de diffusion de l'information, tout en connaissant les utilisations et les effets des images, et sachent déconstruire les stéréotypes.

Plus précisément, les étudiants apprennent :

- ▶ la façon dont le monde des médias fonctionne et comment l'information est construite ;
- ▶ à lire les images (au-delà de la perception, un langage) ;
- ▶ les défis de l'information scientifique / les défis de l'infodémie ;
- ▶ à identifier les représentations médiatiques stéréotypées et stigmatisantes / à lutter contre les discriminations.

8.6.2 Projet Classes médias

Il s'agit d'un projet annuel et facultatif d'EMI auquel participent de petites équipes d'enseignants et des groupes de 20 à 25 élèves (âgés de 13 à 16 ans). Il repose sur une pédagogie d'apprentissage par projet. Les objectifs du projet sont les suivants :

- ▶ Découvrir le monde des médias (diversité, processus éditoriaux, etc.)
- ▶ Découvrir les emplois et carrières dans les médias
- ▶ Développer son esprit critique en apprenant à rechercher des informations fiables
- ▶ Devenir de jeunes journalistes en réalisant des reportages, des interviews et des publications

Au début de l'année scolaire, les enseignants participent à une formation avec l'équipe du CLEMI et les journalistes partenaires lors de laquelle ils en apprennent davantage sur des sujets tels que les règles journalistiques et reçoivent des ressources. Un sujet de travail pour les élèves est choisi (réalisation de rapports et de reportages).

De septembre à mars, les élèves découvrent des aspects du journalisme tels que la ligne éditoriale, la mise en page d'un journal et la manière d'éviter les fausses nouvelles. Tout l'apprentissage a lieu pendant les heures de cours normales.

Les élèves choisissent leur « angle », effectuent des recherches, réalisent des interviews et créent leurs reportages et articles. Des journalistes rendent visite aux élèves en classe au moins deux fois pour les aider, ainsi que d'autres professionnels tels que des dessinateurs et des photojournalistes. Les élèves peuvent également se rendre dans des rédactions et assister à des conférences de rédaction. À la fin du projet, tous les articles sont publiés dans le journal et à la radio.

8.6.3 Classe Investigation

C'est un jeu qui a été développé par le CLEMI avec des enseignants et des journalistes. Il s'agit d'un jeu de rôle dans lequel les élèves sont des journalistes. Il s'agit d'une activité destinée aux élèves qui ont déjà un minimum de connaissances en matière d'éducation aux médias.

L'objectif du jeu est de se familiariser avec les bonnes pratiques journalistiques en « apprenant par la pratique » et en réfléchissant ensuite de manière critique à ses choix.

Les élèves doivent travailler en binôme pour recueillir des témoignages et des informations de différentes sources et ils doivent enregistrer un reportage vidéo (ou audio, ou écrire un article).

Le jeu se déroule en deux sessions. La première session dure deux heures au cours desquelles les élèves visionnent une vidéo d'introduction avec un « flash info ». Ils doivent ensuite passer en revue les témoignages, préparer un reportage en direct et l'enregistrer. Cela aide les élèves à comprendre les contraintes de temps qu'implique la collecte d'informations.

La deuxième session dure une heure et se présente sous la forme d'une session de débriefing au cours de laquelle les élèves réfléchissent à la manière dont ils ont réalisé leur reportage, aux choix qu'ils ont faits et à leurs raisons.

9. ÉTUDE DE CAS : MEXIQUE

9.1 Base juridique

Il n'existe pas de définition convenue de l'EMI au Mexique et il n'y a pas de stratégie nationale dans ce domaine ni d'institution ayant une obligation spécifique pour la mettre en œuvre de manière transversale et au niveau national.

9.2 Comment l'EMI est-elle comprise au Mexique ?

Selon la chaire UNESCO AMIDI-UDG⁴², l'un des efforts déployés au Mexique en matière d'éducation aux médias et à l'information concerne les processus d'apprentissage et de participation par l'évaluation, l'utilisation et la création critique d'informations et de médias et/ou de contenus numériques⁴³.

Parallèlement, l'Institut fédéral des télécommunications (IFT, Instituto Federal de Telecomunicaciones), en accord avec l'UNESCO et sur la base de son travail dans ce domaine depuis 2015, a développé un cadre qui définit l'éducation aux médias et à l'information comme « *une combinaison de connaissances, d'attitudes, de compétences et de pratiques qui permettent la consultation, l'analyse, l'évaluation, l'utilisation, la production et la communication d'informations et de connaissances de manière éthique, légale et créative, qui respecte les droits humains, et dont l'objectif est de renforcer les capacités d'analyse, de compréhension et d'évaluation des contenus audiovisuels, afin que les publics puissent mettre en pratique leurs droits, notamment leur droit d'accéder à l'information, de protéger leur identité en ligne, d'exiger l'accès à l'information et de devenir des membres actifs de l'écosystème médiatique.* »

9.3 L'approche du Mexique pour promouvoir l'EMI

Il n'existe pas de stratégie, de politique ou de plan d'action national et gouvernemental « officiel » en matière d'EMI au Mexique. L'éducation aux médias est dispensée à certains endroits dans les programmes d'enseignement de base, mais il n'y a pas d'effort coordonné et de stratégie nationale impliquant divers acteurs.

Cependant, certaines politiques et certains programmes publics ont été développés pour aborder, directement ou indirectement, des concepts qui peuvent être liés à l'EMI. Par exemple :

- ▶ Le programme de développement de l'éducation (1995-2000) a cherché à intégrer la technologie dans l'éducation. Il s'est principalement concentré sur l'alphabétisation des communautés éloignées par le biais de l'enseignement à distance.

⁴² La chaire UNESCO AMIDI, créée en 2015, est un espace de recherche, de formation et de diffusion sur l'éducation aux médias informationnels et le dialogue interculturel (AMIDI, Alfabetización Mediática Informativa y Diálogo Intercultural). Elle a été le premier maillon en Amérique latine du Réseau UNESCO-MILID qui résulte du travail conjoint de deux organismes des Nations unies : l'UNESCO et l'UNAOC.

⁴³ ¿Qué son la Alfabetización Mediática e Informativa y el Diálogo Intercultural? _____

- ▶ **Le programme Encyclomedia et compétences numériques pour tous (2004-2012)** s'est concentré sur l'installation d'écrans numériques et interactifs pour remplacer les tableaux blancs traditionnels dans les écoles.
- ▶ **Le programme d'inclusion numérique et d'alphabétisation (2013-2016)** consistait à fournir des appareils numériques à six millions d'étudiants. Le manque de connectivité dans les campus et l'absence de formation des enseignants et des étudiants à l'utilisation des appareils ont entravé la poursuite du programme.
- ▶ **Le projet « México Conectado », ou Mexique connecté, (2012-2018)** visait à garantir l'accès à Internet dans tous les espaces publics. La connectivité a été établie dans certaines zones ; cependant, le projet n'avait pas de ligne directrice claire concernant le développement des compétences en matière de médias et d'éducation numérique.
- ▶ **Le programme @prende 2.0 (2017)** visait à donner des équipements aux étudiants ayant des compétences techniques en matière de technologies, tout en cherchant à fournir un accès à internet aux écoles élémentaires.

L'IFT est une agence constitutionnelle autonome qui mène depuis 2015 des actions d'EMI axées sur le développement d'une consommation informée, critique et consciente des contenus et des médias.

L'IFT a inclus dans son cadre stratégique actuel, *la Feuille de route 2021-2025*, une ligne d'action réglementaire (LAR, Línea de Acción Regulatoria) 4.4.4 visant à « promouvoir l'éducation aux médias et à l'information relative aux contenus audiovisuels⁴⁴ ». Si l'inclusion de l'EMI dans le cadre stratégique actuel de l'IFT ne constitue pas une stratégie nationale transversale, elle offre un plan d'action conçu pour mettre en œuvre l'EMI au niveau national dans le cadre des compétences de l'IFT.

De manière générale, les interventions d'EMI au Mexique se sont concentrées sur les enfants et les adolescents, avec également des projets ciblant les jeunes étudiants universitaires. En résumé, ces efforts ont contribué, dans une certaine mesure, à une consommation plus consciente des médias et avec de meilleurs outils pour interagir avec les contenus médiatiques et audiovisuels.

Pour les initiatives d'EMI au Mexique, les ressources et les actions sont généralement gérées de manière autonome par l'organisation qui dirige l'initiative.

9.4 Enseignement officiel

Le ministère de l'Éducation publique propose des plans et des programmes d'études en « Langue et communication » dès l'école maternelle. Le développement de l'esprit critique est favorisé par le fait de « recevoir, donner, consulter et mettre en relation des informations provenant de sources diverses ».

Plus précisément, dans le domaine de la « participation sociale », l'« analyse des médias » est incluse de la première à la troisième année de l'enseignement secondaire. Il s'agit d'identifier, de lire, d'explorer, d'analyser, de réfléchir et d'expliquer ; notes informatives, publicités et langage publicitaire, textes journalistiques, programmes télévisés, articles d'opinion, suivi d'une actualité dans différents médias : Internet, journaux, radio et télévision, et analyse du contenu des campagnes officielles.

44 <https://www.ift.org.mx/conocenos/hoja-de-ruta-2021-2025>

En outre, le volet « Participation et diffusion de l'information dans la communauté scolaire » encourage la diffusion des travaux des élèves par la préparation d'interviews, l'élaboration de différents textes, la participation à des campagnes scolaires et la production de journaux scolaires.

En « Formation civique et éthique » ainsi qu'en « Éducation socio-émotionnelle », les élèves sont encouragés à se connaître, à communiquer avec assurance, à développer leur autonomie et leurs valeurs, à connaître leurs droits, à développer des compétences dans l'exercice de la liberté, la permanence, la coexistence et la résolution de problèmes, le sens de la justice et le respect de la légalité. Bien que la relation entre ces compétences et l'EMI ne soit pas spécifiquement reconstruite, il existe naturellement des zones de recoupement.

Les écoles publiques organisent également des ateliers sur l'autonomie curriculaire⁴⁵, avec différentes approches de travail avec les technologies et les médias.

9.5 Parties prenantes

Bien qu'il n'y ait pas de stratégie nationale « officielle » pour la mise en œuvre de l'EMI au Mexique, il y a une volonté de la part de plusieurs acteurs intersectoriels de mener des actions d'EMI pour aborder diverses questions liées à l'EMI telles que la promotion d'une consommation critique et informée des médias et du contenu audiovisuel, ainsi que l'analyse des médias, des formats et des genres.

En août 2021, l'UNESCO a lancé la plate-forme « Red AMI México »⁴⁶, qui se définit comme « *un projet de collaboration entre des institutions, des universités, des organisations de la société civile et d'autres personnes intéressées par la promotion de sociétés plus justes et plus inclusives via la lutte contre la désinformation et le développement des compétences des citoyens* ».

Le réseau est composé de huit membres : l'UNESCO, la DW Akademie, l'Institut national électoral (INE, Instituto Nacional Electoral), l'Institut mexicain de la radio (IMER, Instituto Mexicano de la Radio), l'Université autonome de Nuevo León (UANL, Universidad Autónoma de Nuevo León), l'université de Veracruz et les organisations SocialTIC et Tomato Valley. Les organisations Mentoralia et Technovation Girls soutiennent également cette initiative.

Le réseau Red AMI (Alfabetización Mediática e Informativa, éducation aux médias et à l'information) promeut, entre autres, les activités suivantes :

- ▶ Campagnes d'EMI au niveau national et local ;
- ▶ Création d'un « écosystème » d'EMI ;
- ▶ Organisation de groupes de travail, de réunions et de conférences ;
- ▶ Diffusion des bonnes pratiques en matière d'enseignement des compétences d'EMI ;
- ▶ Développement d'une offre pédagogique d'enseignement et de formation aux compétences d'EMI ;
- ▶ Réalisation et diffusion d'études et de recherches sur les questions liées à l'EMI au Mexique.

Au sein du gouvernement mexicain, le ministère de l'Éducation publique est chargé d'inclure les concepts liés à l'éducation aux médias dans les programmes scolaires, dans le cadre d'une

45 <https://www.planypogramasdestudio.sep.gob.mx/index-autonomia-mapa.html>

46 <https://es.unesco.org/red-ami-mx>

approche globale de l'éducation de base, les concepts étant abordés en classe et avec la participation des enseignants.

L'institut fédéral des télécommunications (IFT, Instituto Federal de Telecomunicaciones) est le régulateur national des télécommunications et de la radiodiffusion au Mexique. Depuis 2015, il mène des actions axées sur le développement d'une consommation informée, critique et consciente des contenus et des médias, à travers des actions telles que des forums, des études et des expériences. Ces initiatives comprennent l'unité mobile de l'IFT pour la promotion de l'éducation aux médias et à l'information et des droits des utilisateurs et des publics, le microsite « Somos Audiencias » (<https://somosaudiencias.ift.org.mx/>) et le concours « El Poder de las Audiencias ».

Lors du développement des initiatives d'EMI, l'IFT a tenu compte des meilleures pratiques internationales dans le domaine de l'EMI, en particulier les concepts d'EMI qui ont été développés par d'autres pays, principalement européens. En conséquence, l'IFT estime que ses actions en matière d'EMI sont devenues une référence pour la région des Amériques. L'inclusion d'une action visant à « Promouvoir l'éducation aux médias et à l'information relative aux contenus audiovisuels⁴⁷ » dans le cadre stratégique actuel de la Feuille de route 2021-2025 démontre l'engagement de l'IFT envers l'EMI.

Le travail de l'IFT en matière d'EMI peut être consulté sur son site Web : <https://somosaudiencias.ift.org.mx/>. Il n'existe pas de base de financement pour une stratégie nationale, mais à titre de référence, l'IFT a alloué environ 735 000 livres sterling (840 000 euros) par an à des projets d'éducation aux médias et à l'information.

Les organisations de la société civile mexicaine promeuvent activement l'EMI. Cependant, le manque de coordination fait que chaque organisation développe, fournit, promeut et diffuse des initiatives d'EMI de manière isolée.

Certaines universités mènent également des recherches dans le domaine de l'éducation aux médias et à l'information, qui portent sur l'utilité et les meilleures pratiques pour mener l'EMI, plutôt que des programmes intensifs d'éducation aux médias. Il s'agit notamment de l'Université de Guadalajara, par le biais de la chaire UNESCO-UNAOC-UNITWIN sur l'éducation aux médias et à l'information et le dialogue interculturel (MILID, Media and Information Literacy and Intercultural Dialogue).

9.6 Projets liés aux meilleures pratiques

9.6.1 L'unité mobile de l'IFT

Cette unité mobile a fait le tour des trente-deux États du Mexique. Lors des visites, des techniques ludiques ont été utilisées pour mettre en avant les genres télévisuels et radiophoniques et les classifications des programmes, entre autres sujets. L'objectif était de permettre au public de choisir de manière consciente et informée ce qu'il consomme dans un écosystème médiatique. Les participants ont même pu réaliser un spot publicitaire et un court programme radio sur l'unité mobile de l'IFT.

Elle est considérée comme une bonne pratique dans la mesure où les participants ont pris part de manière expérimentale aux sujets liés aux médias, ce qui a permis une meilleure utilisation des contenus abordés lors des ateliers proposés.

47 <https://www.ift.org.mx/conocenos/hoja-de-ruta-2021-2025>

9.6.2 La chaire UNESCO-UNAOC-UNITWIN sur l'éducation aux médias et à l'information et le dialogue interculturel (MILID)

Créée en 2015, cette chaire est un espace de recherche, de formation et de diffusion sur l'éducation aux médias informationnels et le dialogue interculturel (AMIDI, Alfabetización Mediática Informativa y Diálogo Intercultural). Sous la direction de Guillermo Orozco Gómez et par l'intermédiaire de l'Université de Guadalajara (UDG), elle a été le premier maillon en Amérique latine du réseau UNESCO-MILID, qui résulte du travail conjoint entre deux organismes des Nations unies : l'UNESCO et l'UNAOC.

Ses objectifs sont les suivants :

- ▶ Produire des connaissances scientifiques et académiques liées à l'éducation aux médias informationnels et au dialogue interculturel ;
- ▶ Générer des conversations et des communautés critiques dans les médias et/ou les espaces numériques ;
- ▶ Proposer de nouvelles stratégies pédagogiques, éducatives et communicatives qui favorisent une position critique et une réflexion analytique concernant l'information et les médias ;
- ▶ Construire une communauté de pairs engagée dans l'éducation aux médias informationnels et le dialogue interculturel. D'autre part, faciliter l'apprentissage par notre public des aspects liés à l'éducation aux médias informationnels et au dialogue interculturel ;
- ▶ Influencer le développement et l'amélioration des politiques publiques et institutionnelles en matière de communication et d'éducation.

10. ÉTUDE DE CAS : CROATIE

10.1 Base juridique

La Croatie n'a pas de politique officielle ni de stratégie nationale d'éducation aux médias (EMI). Il n'existe pas de consensus officiel sur une définition ou une compréhension commune de ce qu'est l'EMI. Il n'existe pas de cadre juridique ou de politique, ni d'organisme institutionnel ayant la responsabilité exclusive de l'éducation aux médias en Croatie.

La loi sur les médias électroniques (2022) décrit les obligations de l'autorité de régulation indépendante (le Conseil des médias électroniques) et mentionne brièvement l'obligation du Conseil de promouvoir des programmes pour le développement de l'éducation aux médias. D'autres lois, règlements et stratégies nationales ne traitent pas de l'éducation aux médias. Cependant, la loi sur la HRT (la télévision publique) fait référence à l'éducation aux médias dans son article 9. La HRT « a l'obligation d'encourager l'éducation aux médias ».

10.2 Comment l'EMI est-elle comprise en Croatie ?

L'action de sensibilisation de l'Association pour la communication et la culture médiatique (DKMK) a entraîné des modifications à la stratégie en matière d'éducation, de science et de technologie et, en octobre 2014, le concept d'éducation aux médias et à l'information a été inclus dans la version finale adoptée de la stratégie, mais cela n'a jamais été mis en œuvre dans d'autres documents législatifs.

Actuellement, le seul document national officiel qui contient une définition de l'éducation aux médias est le « Plan national pour les droits de l'enfant en République de Croatie pour la période de 2022 à 2026 », qui a été publié par le gouvernement croate en mai 2022.

Dans le chapitre « Soutien systématique aux enfants dans l'environnement numérique », l'éducation aux médias est définie comme suit : « une expression générique qui comprend toutes les capacités techniques, cognitives, sociales, civiques, éthiques et créatives qui permettent à un citoyen d'accéder à l'information et aux médias et de les utiliser efficacement, ainsi que de créer et de partager des contenus médiatiques sur différentes plates-formes de manière sûre et responsable. L'éducation aux médias ne devrait pas se limiter à l'apprentissage des outils et des technologies, mais devrait également viser à doter les citoyens de la réflexion critique nécessaire pour exercer un jugement, analyser des réalités complexes et reconnaître la différence entre une opinion et un fait. Tous ces éléments donnent aux citoyens les moyens de participer aux aspects économiques, sociaux et culturels de la société ainsi que de jouer un rôle actif dans le processus démocratique. »

La même définition est également utilisée par le portail Internet pour l'éducation aux médias⁴⁸, qui a été lancé en 2016 par l'Agence pour les médias électroniques et le bureau de l'UNICEF en Croatie. Ce portail est la référence nationale pour l'éducation aux médias en Croatie, et un lieu de rassemblement pour de nombreuses parties prenantes travaillant sur l'éducation aux médias, principalement du secteur civil et des universités. En tant que telle, la définition « non officielle »

48 www.medijskapismenost.hr - <https://www.medijskapismenost.hr/>

utilisée par le portail peut être considérée comme la seule définition autour de laquelle un grand nombre de parties prenantes en Croatie travaillent.

10.3 L'approche de la Croatie pour promouvoir l'EMI

Il n'existe pas de stratégie, de politique ou de plan d'action national officiel (c'est-à-dire, approuvé ou régi par le gouvernement) en matière d'EMI en Croatie.

Plusieurs autorités et institutions publiques (ministère du Travail, du Système de retraite, de la Famille et de la Politique sociale, ministère des Sciences et de l'Éducation, ville de Zagreb, ville de Velika Gorica, etc.) encouragent l'éducation aux médias en soutenant les projets d'éducation aux médias d'ONG. Ces activités ne sont pas coordonnées.

Le ministère de la Culture et des Médias comprend l'importance du développement de l'EMI et s'efforce d'inclure et de financer l'EMI dans diverses activités. Il apporte également chaque année un soutien actif à l'Agence pour les médias électroniques dans le cadre du projet *des Journées d'éducation aux médias* (MLD, Media Literacy Days). Le soutien au projet des Journées d'éducation aux médias est également assuré par le ministère de l'Éducation, principalement par la promotion du projet via sa plate-forme de communication avec les écoles.

En l'absence d'une stratégie nationale pour l'EMI en Croatie, le projet de Journées d'éducation aux médias est considéré comme une approche globale pour promouvoir l'EMI au niveau national en Croatie, offrant un projet structuré d'éducation aux médias avec un plan clair et des objectifs définis. Depuis 2018, ce projet est mis en œuvre par l'Agence pour les médias électroniques en coopération avec l'UNICEF.

Cette approche a évolué en réponse aux recherches et analyses menées par l'Agence, qui ont conclu que seuls l'éducation et le développement de compétences clés en matière d'éducation aux médias pouvaient protéger les citoyens des défis posés par l'environnement médiatique et technologique en constante évolution. En conséquence, l'Agence s'est lancée dans une approche structurée de la promotion de l'EMI qui était absente jusqu'alors.

Les principales caractéristiques de cette approche sont les suivantes :

- ▶ La création d'une plate-forme pour rassembler les parties prenantes, encourager la collaboration et développer des projets durables d'éducation aux médias ;
- ▶ Le soutien aux éducateurs en développant du matériel pour l'éducation aux médias ;
- ▶ La sensibilisation du public à l'importance de l'éducation aux médias et le plaidoyer en faveur de l'éducation aux médias auprès des décideurs.

Les enfants et les jeunes ont la possibilité de suivre une éducation aux médias dans les écoles (bien que la qualité de cet enseignement varie d'une école à l'autre). En outre, la plupart des programmes d'EMI de la société civile sont destinés aux enfants et aux jeunes, et parfois à leurs parents. Il en résulte un déséquilibre quant à la répartition des ressources et du soutien de l'EMI, les adultes et les personnes âgées se retrouvant particulièrement défavorisés.

10.4 Enseignement officiel

Le système éducatif officiel (c'est-à-dire, les écoles) participe au projet des Journées de l'éducation aux médias en utilisant le matériel et les plates-formes développés dans le cadre du projet, mais ce soutien des enseignants et des experts se fait essentiellement sur la base du bénévolat.

10.5 Parties prenantes

Il existe une seule plate-forme de collaboration entre les parties prenantes de l'EMI en Croatie. Il s'agit d'une plate-forme informelle fournie par l'Agence pour les médias électroniques et l'UNICEF, par le biais du portail Web de l'éducation aux médias et du projet des Journées de l'éducation aux médias.

Le portail est soutenu par neuf établissements d'enseignement supérieur, le centre audiovisuel croate et l'association cinématographique croate (une association de groupes de cinéastes et vidéastes amateurs en Croatie) qui ont signé un accord de coopération qui est devenu la pierre angulaire du réseau d'éducation aux médias. L'élargissement du cercle des partenaires à des parties prenantes axées sur l'éducation et la création a facilité l'élaboration de contenus pour le portail Web.

L'Agence pour les médias électroniques (AEM, Agency for Electronic Media) est un organisme clé pour la promotion, la mise en œuvre et le financement de projets d'éducation aux médias en Croatie. C'est l'unique organe institutionnel actif qui met systématiquement en œuvre diverses activités d'éducation aux médias (de sa propre initiative). L'AEM finance et gère le portail Web d'éducation aux médias.

En coopération avec l'UNICEF, l'AEM organise également le projet annuel des Journées d'éducation aux médias. Elle dispose d'un fonds annuel pour financer des projets d'éducation aux médias, organise des conférences, participe à des recherches et des enquêtes (par exemple, EU Kids Online), rassemble les parties prenantes, promeut l'éducation aux médias (par exemple, campagnes médiatiques) et coopère avec des institutions internationales. Elle participe aussi activement aux travaux de la Plate-forme européenne des instances de régulation (EPRA, European Platform for Regulatory Authorities) et du Groupe des régulateurs européens (ERGA, European Regulators Group for Audiovisual Media Services) pour l'éducation aux médias. Un exemple récent de coopération internationale a été la participation de l'Agence au projet EduMediaTest⁴⁹, un outil numérique interactif permettant d'évaluer le niveau d'éducation aux médias des élèves du secondaire, dans le cadre du programme « Media Literacy for All » (Éducation aux médias pour tous) de la Commission européenne.

Malgré l'absence d'une stratégie nationale ou d'un organe institutionnel pour l'EMI, l'éducation aux médias est largement présente à travers de nombreuses activités aux niveaux local et régional, dans les écoles primaires et secondaires de toute la Croatie⁵⁰. Le travail des organisations de la société civile sur l'éducation aux médias est très important en Croatie et offre des possibilités d'éducation informelle aux médias.

49 <https://edumediatest.eu/>

50 [L'éducation aux médias en Croatie - Kanižaj - Principaux ouvrages de référence - Wiley Online Library](#)

De nombreuses ONG s'occupent de divers aspects de l'éducation aux médias. Certaines se concentrent sur la sécurité dans l'espace numérique et un plus petit nombre d'ONG se concentrent sur l'éducation aux médias, la plus importante étant la DKMK (Association pour la communication et la culture médiatique) avec son projet « Djeca Medija » (littéralement « Enfants des médias », djecamedija.org). La plus forte concentration de programmes d'éducation aux médias concerne la culture cinématographique. Dans la grande majorité, les activités du secteur civil s'adressent aux enfants et aux jeunes (et, parfois, à leurs parents), tandis que très peu d'entre elles concernent les adultes ou les personnes âgées.

Les autres acteurs clés de l'EMI sont le Centre pour un Internet plus sûr, l'Association du film croate, l'association Alternator, qui œuvre pour la promotion de la créativité et de l'égalité des chances, et Bacači Sjenki.

10.5 Projets

10.5.1 Journées d'éducation aux médias

Depuis 2018, l'Agence pour les médias électroniques (AEM), en coopération avec l'UNICEF, organise et finance ce projet annuel qui se déroule sur sept jours au printemps. Le budget des Journées de l'éducation aux médias est d'environ 30 000 euros. La participation active du ministère de la Culture et des Médias et du ministère des Sciences et de l'Éducation confère au projet une importance supplémentaire et, de fait, encourage également une plus grande implication des parties prenantes dans le projet.

Les objectifs du projet sont les suivants : créer une plate-forme pour réunir les parties prenantes de l'EMI, encourager la coopération et faciliter le développement de projets durables d'éducation aux médias, soutenir les éducateurs en développant du matériel pour l'éducation aux médias, et sensibiliser le public à l'importance de l'éducation aux médias.

Le projet est à l'origine de la création d'événements (par exemple, des ateliers, des conférences, des projections de films), de matériels éducatifs et du programme « *Les enfants rencontrent les médias* », dans le cadre duquel les enfants ont l'occasion de visiter des locaux d'organes de presse et d'apprendre auprès de professionnels des médias comment les médias fonctionnent et comment le contenu médiatique est produit, et ils peuvent produire leur propre contenu médiatique avec l'aide de professionnels.

Les ambassades des pays nordiques et de France fournissent différents matériels éducatifs et mettent à disposition des conférenciers. La localisation et l'adaptation du matériel éducatif étranger de qualité sont en cours de réalisation. L'Agence produit également du matériel éducatif en coopération avec des experts locaux.

Concrètement, le projet des Journées de l'éducation aux médias entraîne une plus grande sensibilisation du public à l'importance de l'EMI et du niveau d'implication des parties prenantes intersectorielles dans les projets éducatifs. Toutefois, les supports pédagogiques destinés à l'enseignement de l'éducation aux médias dans les maternelles et les écoles sont le principal résultat et l'élément le plus important émanant du projet. En trois ans, le matériel éducatif a été téléchargé plus de 650 000 fois depuis le site Web de l'AEM.

En 2022, 558 événements avec plus de 1 500 activités différentes (conférences, ateliers, projections, etc.) ont été organisés dans plus de 165 villes de Croatie et ont réuni plus de 33 000 partici-

pants⁵¹. Le nombre de participants et les niveaux élevés de coopération intersectorielle des parties prenantes montrent que ce projet répond à un besoin sociétal distinct en matière d'EMI et souligne la nécessité d'une approche nationale et stratégique pour renforcer l'EMI.

10.5.2 Les enfants des médias

La DKMK est la plus grande organisation de la société civile pour l'éducation aux médias en Croatie, avec 136 membres et 30 bénévoles actifs. Elle est en activité depuis 2011. L'un des principaux projets de la DKMK pour développer et renforcer l'éducation aux médias est « Djeca Medija » (Enfants des médias). Ce projet est en cours depuis plus de 10 ans et propose des conférences interactives, des ateliers, des webinaires, des émissions de radio, des sites Web et des réseaux sociaux.

À ce jour, la DKMK a organisé plus de 1 470 ateliers et conférences interactives dans toute la Croatie pour plus de 37 000 étudiants, parents, enseignants, professionnels associés, bibliothécaires, éducateurs et personnes âgées. Jusqu'à présent, les bénévoles de la DKMK ont réalisé plus de 22 000 heures de bénévolat grâce à leur travail dévoué dans le domaine de l'éducation aux médias.

En 2017, l'Evens Foundation a décerné à la DKMK un prix spécial du jury pour le projet « Enfants des médias », « pour son accès aux médias, l'importance du projet dans le contexte croate, son impact sur les étudiants et les bénévoles et son approche bénévole dévouée comme toile de fond de l'organisation. »

Pour leurs activités, les membres du projet « Enfants des médias » ont reçu en 2015 le prix spécial du recteur, qui est décerné chaque année aux meilleurs projets d'étudiants et articles scientifiques par le recteur de l'université de Zagreb, ainsi que des prix spéciaux de la faculté d'études croates pour les activités bénévoles extrascolaires.

Parmi les autres projets notables d'EMI auxquels la DKMK a participé, citons le projet financé par l'UE MIND OVER MEDIA IN EU - Analyzing Contemporary Propaganda (Analyse de la propagande contemporaine) ; Media Education is Important.MOV (L'éducation aux médias est importante) ; EU SMaRT project - Social Media Resilience Toolkit (Boîte à outils pour la résilience des réseaux sociaux). De plus, la DKMK coordonne la première étude représentative de la Croatie sur les habitudes numériques des enfants et la sécurité des enfants sur Internet, dans le cadre d'un vaste projet international : « EU Kids Online ».

La DKMK est financée de différentes manières. Elle a reçu le soutien de la ville de Zagreb pour le projet de 2018 *For Our Zagreb - a City Without (E)violence* (Pour notre Zagreb - une ville sans (e) violence), et le projet de 2019 *Think Before you Click* (Réfléchir avant de cliquer), en partenariat avec l'association Pragma, ainsi que le projet *In Education is the Catch for an Online Safe Student* (L'éducation est la clé pour la sécurité des étudiants en ligne), et les projets : *Be Smart with a Smartphone* (Utiliser intelligemment son smartphone), *Online Seniors* (Seniors connectés) et *Prevention of Media Addiction in Preschool Children* (Prévention de l'addiction aux médias des préscolaires).

Le ministère des Sciences et de l'Éducation a soutenu le projet de 2016 *Children of the media for media literate Croatia* (Enfants des médias pour une Croatie éduquée aux médias), le projet de 2017 *Children of the Media for Active Citizenship - Media Literacy Training* (Enfants des médias

51

<https://www.medijskapismenost.hr/dani-medijske-pismenosti-2022/>

pour une citoyenneté active - Formation à l'éducation aux médias) et le projet de 2018 *Media Literacy Against Hate Groups and Electronic Violence* (Éducation aux médias contre les groupes haineux et la violence électronique).

Le ministère du Travail, du Système de retraite, de la Famille et de la Politique sociale a apporté son soutien pour la mise en œuvre de trois projets en 2020 : *Media Education for a More Inclusive Society* (Éducation aux médias pour une société plus inclusive), *Prevention, not intervention !* (Prévenir plutôt qu'intervenir !) et *Growing up without (e)violence - the right of every child* (Grandir sans (e)violence - le droit de chaque enfant).

L'Agence pour les médias électroniques soutient le travail de la DKMK depuis plusieurs années par le biais d'un programme visant à encourager le développement de l'éducation aux médias ; *Media Culture to Better Citizenship with the Children of the Media* (La culture des médias pour une meilleure citoyenneté avec les enfants des médias) (2015), *Media Literacy for All* (L'éducation aux médias pour tous) (2019) et *#Stop (E)violence* (2020).

Aussi, depuis 2019, la DKMK bénéficie de l'appui institutionnel aux nouveaux bénéficiaires de la Fondation nationale pour le développement de la société civile.

Le travail de la DKMK est soutenu non seulement par les ministères, les autorités publiques et les gouvernements locaux, mais aussi par le secteur privé : Uniqa Insurance, Wiener Insurance, OTP Bank et Hrvatski Telekom.

11. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

Si l'importance de l'EMI est désormais bien reconnue, comme en témoigne sa montée en puissance dans les agendas politiques nationaux et internationaux, l'approche de la mise en œuvre de l'EMI au niveau national semble moins bien comprise.

L'UNESCO affirme que la promotion de l'EMI nécessite des politiques et des stratégies nationales « axées sur des objectifs précis et élaborées par le biais de consultations afin de tenir compte des réalités locales. Les stratégies nationales devraient également être intégrées aux politiques, réglementations et lois relatives à l'accès à l'information, à la liberté d'expression, au dialogue culturel et religieux, aux médias, aux bibliothèques, à l'éducation, aux technologies numériques et à l'autonomisation des jeunes femmes et hommes⁵². »

L'UNESCO⁵³ met en évidence cinq indicateurs de « l'état de préparation » d'un pays pour la mise en œuvre de l'EMI au niveau national :

- ▶ Les médias et l'information dans l'enseignement (cours d'EMI spécifiques obligatoires dans le cadre du programme officiel et de la formation des enseignants)
- ▶ Politique d'éducation aux médias et à l'information (politiques et stratégies intersectorielles)
- ▶ Médias et fourniture d'informations (mécanismes réglementaires, pluralisme des médias, presse libre)
- ▶ Consultation et utilisation des médias et de l'information (disponibilité des médias et des sources d'information)
- ▶ Société civile (plusieurs parties prenantes)

Si l'approche de l'UNESCO peut constituer le scénario idéal pour la mise en œuvre de l'EMI au niveau national, très peu de pays, voire aucun, sont susceptibles de remplir tous les critères susmentionnés.

En 2017, Divina Frau-Meigs et ses collaboratrices⁵⁴ ont identifié les caractéristiques communes suivantes des pays qui sont à un stade avancé de la mise en œuvre de l'EMI :

- ▶ Un cadre ou une base juridique, souvent fondé sur le droit des communications (par exemple, la loi sur les communications au Royaume-Uni, la loi sur la radiodiffusion en Irlande et la transposition de la directive SMA révisée dans les pays de l'UE)
- ▶ Les organismes nationaux ou régionaux chargés de superviser, de coordonner ou de contrôler les questions relatives à l'EMI (par exemple, le CLEMI en France et la BAI en Irlande)
- ▶ Un secteur de la société civile qui est actif dans l'offre de formation en EMI dans des cadres non officiels (c'est-à-dire, en dehors des écoles et ciblant des groupes autres que les jeunes).

52 <https://www.unesco.org/en/communication-information/media-information-literacy/policy-strategy>

53 [Cadre d'évaluation de l'éducation mondiale aux médias et à l'information : état de préparation et compétences des pays ; 2013 - 224655eng.pdf \(unesco.org\)](#)

54 Divina Frau-Meigs et coll. « Public Policies in Media and Information Literacy in Europe; Cross Country Comparisons » (Politiques publiques en matière d'éducation aux médias et à l'information en Europe ; comparaisons entre pays) (2017)

11.1 Frontières politiques floues

Si l'ancrage de l'EMI dans un cadre législatif peut sembler être un moyen efficace de garantir la mise en œuvre de l'EMI au niveau national, ce n'est ni simple ni très courant.

Le Conseil de l'Europe considère que l'EMI fait partie intégrante de la réglementation et/ou des politiques dans des domaines tels que l'éducation et l'apprentissage tout au long de la vie, l'enfance et la jeunesse, les médias et la société de l'information⁵⁵. Cette nature transversale de l'EMI signifie que la « prise en charge de la politique » peut être contestée et donner lieu à une approche non coordonnée, biaisée et, dans le pire des cas, contradictoire de la mise en œuvre de l'EMI dans différents domaines politiques.

Les lignes politiques floues autour de l'EMI signifient que même les pays avec un fort ancrage historique de la mise en œuvre de l'EMI peuvent ne pas disposer d'un cadre juridique complet pour l'EMI.

La Finlande et le Danemark sont deux pays qui ont réussi à intégrer l'EMI dans la législation et les institutions publiques. En outre, ces pays ont également établi le lien entre l'EMI, les droits humains et la citoyenneté. « En tant que telle, l'EMI dans ces pays est un thème transversal intégré et visible dans différents domaines politiques, comme la politique culturelle, la politique de la jeunesse, la politique de l'art et des artistes, la politique éducative générale, y compris l'éducation de la petite enfance⁵⁶. »

Pour trois des cinq études de cas examinées dans le cadre de cette étude, la base juridique de l'EMI était intégrée dans la législation relative à l'autorité réglementaire nationale (en Irlande, en Croatie et en Macédoine du Nord). En France, l'EMI est principalement intégrée dans la législation relative à l'enseignement officiel.

Le fait d'inscrire l'EMI dans la législation et de donner à une organisation ou à un organisme une obligation légale de promouvoir l'EMI présente un avantage manifeste, dans la mesure où toutes les parties prenantes savent clairement qui doit assurer le leadership dans ce domaine, comme le CLEMI en France ou les autorités nationales de régulation en Irlande, en Croatie et en Macédoine du Nord.

Cette approche est de plus en plus courante en Europe (au moins en partie parce que les États membres de l'UE doivent mettre en place des mécanismes pour satisfaire aux obligations relatives à l'EMI dans le cadre de la directive SMA révisée). Toutefois, cela n'est pas sans risque, comme on l'a vu au Royaume-Uni lorsqu'un changement de politique concernant le régulateur des médias (Ofcom) a entraîné une forte réduction du travail de l'Ofcom dans ce domaine pendant près de dix ans, sans qu'aucune autre organisation ne soit chargée d'une obligation légale dans ce domaine.

Un autre défi à l'intégration de l'EMI dans un cadre juridique est lié aux difficultés à définir l'EMI. Les lois et législations nationales exigent souvent que l'EMI soit définie et, comme nous l'avons vu précédemment, cela peut être non seulement une tâche complexe, mais aussi éphémère, étant donné la nature changeante de l'EMI, entraînant le risque que la mise en œuvre soit limitée par une définition restreinte de l'EMI dans la loi.

55 [Éducation aux médias \(coe.int\)](https://www.coe.int)

56 Divina Frau-Meigs et coll. « Public Policies in Media and Information Literacy in Europe: Cross Country Comparisons » (Politiques publiques en matière d'éducation aux médias et à l'information en Europe ; comparaisons entre pays) (2017), p. 125

Comme l'illustrent les exemples de l'Irlande et de la Macédoine du Nord, une façon d'assurer la pérennité de l'inclusion de l'EMI dans les stratégies et politiques nationales est de moins se concentrer sur la définition et d'adopter une approche plus axée sur les compétences qui peut être périodiquement mise à jour pour refléter les changements et les défis associés aux médias, à l'information et aux technologies.

Cette approche fondée sur les compétences se reflète également dans la mise à jour de 2022 du *cadre de compétences numériques pour les citoyens*⁵⁷ (également connu sous le nom de DigComp 2) de l'UE, qui tient compte des technologies émergentes (telles que l'intelligence artificielle et la datafication). Cinq domaines de compétences sont définis dans DigComp 2 : maîtrise de l'information et des données ; communication et collaboration ; création de contenu numérique ; sécurité ; et résolution de problèmes. Le rapport présente plus de 250 exemples de connaissances, de compétences et d'attitudes dont les citoyens ont besoin pour participer et s'engager avec confiance, de manière critique et sûre dans les technologies numériques existantes et émergentes.

11.2 L'EMI dans l'enseignement

Différents pays ont intégré l'EMI dans les programmes scolaires nationaux avec plus ou moins de succès (comme le montrent les études de cas). Deux exemples notables sont la France (voir ci-dessus) et la Finlande. L'intégration de l'EMI dans les programmes scolaires a pour avantage manifeste d'être le moyen le plus efficace de garantir que tous les élèves atteignent un niveau minimum de compétences en EMI avant de quitter l'école.

L'éducation aux médias fait partie du programme national finlandais depuis 2004 et la Finlande est régulièrement en tête de l'indice d'éducation aux médias, un classement annuel de la résistance des pays européens aux « fake news ». [Le rapport 2022 sur le suivi du pluralisme des médias](#)⁵⁸ relève qu'il existe une forte politique d'éducation aux médias en Finlande, l'EMI étant disponible à la fois dans les écoles et via l'enseignement non officiel. L'édition 2016 du rapport [Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28](#)⁵⁹ révélait que les initiatives en matière d'éducation aux médias étaient beaucoup plus nombreuses en Finlande que dans la plupart des autres pays, et que nombre d'entre elles s'adressaient à des personnes hors du cursus officiel.

Cependant, même dans un pays qui semble avoir une approche très solide et efficace de la mise en œuvre de l'EMI au niveau national, des difficultés subsistent. La politique de 2019 mentionne le manque de ressources, le manque de collaboration et le manque de recherche, attestant ainsi de l'état réel de l'éducation aux médias en Finlande, tout en spécifiant que les initiatives d'EMI sont disponibles pour les personnes de tous âges.

L'intégration de l'EMI dans les programmes scolaires nationaux peut relever du défi. Tout d'abord, les changements apportés aux programmes nationaux ne peuvent être réalisés sans le soutien total de la direction gouvernementale concernée (généralement, le ministère de l'Éducation). Par exemple, en France, le CLEMI agit pour le compte du ministère français de l'Éducation nationale.

57 <https://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/handle/JRC128415>

58 [Suivi du pluralisme des médias à l'ère numérique : application du suivi du pluralisme des médias dans l'Union européenne, en Albanie, au Monténégro, en République de Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie en 2021. Rapport par pays : Finlande \(eui.eu\)](#)

59 [Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28](#)

De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, les compétences en matière d'EMI évoluent rapidement en fonction des changements de culture, de technologie et de normes sociales. La mise à jour des programmes nationaux (et la formation des enseignants) peut être un processus coûteux, complexe et controversé, et n'est généralement pas entreprise à la légère, ni fréquemment. Cela peut conduire à une situation où l'enseignement de l'EMI dans les écoles n'est pas aussi à jour qu'il devrait l'être.

L'inclusion de l'EMI dans les écoles par le biais d'un enseignement facultatif ou « hors de la classe » offre un modèle plus réactif, mais il est généralement basé sur un modèle reposant sur l'engagement, ce qui entraîne le risque que certains étudiants soient laissés pour compte.

En fin de compte, l'EMI devrait être considérée comme un apprentissage tout au long de la vie avec des dispositions adéquates pour le développement des compétences en matière d'EMI par chaque membre de la société à chaque étape de la vie, avec un programme d'EMI complet au sein des secteurs de l'enseignement officiel et non officiel. Néanmoins, encore une fois, cela dépend souvent de la collaboration de différents ministères du gouvernement.

11.3 Diversité des parties prenantes et nécessité d'une coordination

Étant donné que les médias, l'information et la technologie sous-tendent, d'une manière ou d'une autre, presque tous les aspects de la vie, il n'est pas surprenant que les parties prenantes de l'EMI proviennent d'un large éventail de secteurs.

*Le Manuel 2022 de conception de l'éducation aux médias*⁶⁰ illustre dix catégories d'« acteurs clés » pour la conception et la réalisation d'interventions d'éducation aux médias, à savoir :

- ▶ Ministères et organismes gouvernementaux
- ▶ Autorités publiques telles que les autorités municipales, les conseils locaux et les organismes semi-publics
- ▶ Autorités de régulation
- ▶ Organisations de la société civile, comme les fondations, les organisations à but non lucratif, les organismes philanthropiques, les organismes artistiques et culturels, les organisations caritatives, les groupes de réflexion, les communautés d'intérêt et les réseaux communautaires
- ▶ Établissements universitaires
- ▶ Secteur de l'enseignement officiel (y compris les organisations représentatives des enseignants et les établissements de formation des enseignants)
- ▶ Fournisseurs de médias et de contenus audiovisuels
- ▶ Plates-formes en ligne
- ▶ Leaders d'opinion et influenceurs
- ▶ Organismes commerciaux

60 <https://www.state.gov/wp-content/uploads/2022/08/Media-Literacy-Design-Manual-FINAL.pdf>

Le rôle précis que les différentes parties prenantes peuvent jouer peut considérablement varier : financement, coordination, création de contenu, formation, campagne, sensibilisation, promotion, recherche, développement de projet et réalisation de projet.

L'implication dans la promotion de l'EMI peut être motivée par une responsabilité ou une obligation légale ; l'alignement de l'EMI sur les objectifs stratégiques de l'organisation ; la réponse aux besoins de la communauté/sur le terrain.

Le rapport 2016 « *Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28*⁶¹ » a recensé 939 principaux acteurs de l'éducation aux médias promouvant l'éducation aux médias dans les 28 pays de l'UE. Moins d'un tiers avait une responsabilité ou une obligation légale ou statutaire de promouvoir l'éducation aux médias. Ainsi, les organisations et organismes qui promeuvent activement l'EMI le font, pour la plupart, non pas parce qu'ils y sont obligés, mais en raison de motivations différentes.

Étant donné que l'EMI concerne chaque citoyen, il est peu probable qu'une seule organisation ou un seul organisme soit en mesure de dispenser l'EMI à tout le monde, comme le souligne le Manuel 2022 de conception de l'éducation aux médias⁶², et la collaboration « peut prendre de nombreuses formes, qu'il s'agisse d'un cadre formel (par exemple, des partenariats contractuels, des protocoles d'accord) ou informel, comme le soutien bénévole des partenaires » (p. 13). De même, l'étude de 2016 de l'Observatoire européen de l'audiovisuel, qui a cartographié les pratiques et les activités d'éducation aux médias dans l'Europe des 28, révélait que la collaboration était l'une des composantes clés de la réussite d'un projet d'EMI⁶³. En outre, le développement de certaines compétences en matière d'EMI peut également nécessiter un changement de comportement, et la réussite des programmes de changement de comportement est susceptible de nécessiter du temps et le soutien d'un large éventail de parties prenantes afin de fournir un soutien aux bons groupes de personnes, au bon moment et de la bonne manière.

Les réseaux d'EMI ont un rôle important à jouer dans la coordination de l'EMI au niveau national.

Il n'existe pas de méthodologie unique pour le développement des réseaux d'EMI et ceux-ci peuvent être développés et évoluer au fil du temps en réponse à l'évolution des besoins en matière d'EMI et des conditions des parties prenantes. Certains réseaux sont spécifiquement développés autour d'initiatives ou de résultats particuliers, tandis que d'autres débutent par un regroupement plus informel de parties prenantes.

Il peut s'avérer utile d'élaborer une sorte de document-cadre ou d'accord général sur ce que signifie l'EMI, afin de définir clairement l'objectif et de disposer d'une base pour la coordination. En Irlande, par exemple, la création de la **politique d'éducation aux médias de la BAI** a permis d'établir une description générale de ce que l'on entend par « éducation aux médias », et a fourni à un large éventail de parties prenantes un cadre à l'aune duquel elles pouvaient définir leurs propres intérêts et activités en fonction de leurs propres buts et objectifs stratégiques.

Cette approche a permis d'obtenir un soutien continu de la part des membres du réseau MLI, avec une augmentation régulière du nombre de membres et des projets entrepris ainsi que de leur qualité.

61 <https://op.europa.eu/s/w6xP> Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28

62 [Manuel de conception de l'éducation aux médias \(state.gov\)](#) Impact social

63 <https://op.europa.eu/s/w6xP> Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28

Les réseaux d'EMI sont souvent démocratiques dans leur approche, les membres participant aux activités, fournissant des conseils, etc., de façon bénévole.

De nombreux pays, en particulier ceux qui disposent d'une stratégie nationale d'EMI existante ou en cours d'élaboration, ont mis en place des réseaux d'EMI pour aider à évaluer l'approche stratégique, à élaborer des plans annuels, à coordonner le travail d'un large éventail de parties prenantes et à faciliter la constitution de réseaux. Dans certains pays (par exemple, la Suède, le Canada, l'Irlande et la Finlande), une certaine forme de cartographie des activités et parties prenantes de l'EMI a contribué au développement des stratégies nationales.

L'adhésion aux réseaux d'EMI est généralement ouverte à un large éventail de parties prenantes et, bien qu'il n'y ait pas de « responsable » incontesté du réseau, une condition essentielle est généralement qu'au moins une organisation ou un organisme puisse assurer la direction du réseau.

De plus en plus, les autorités réglementaires nationales considèrent la promotion de l'EMI comme faisant partie de la boîte à outils de la réglementation des médias, au même titre que d'autres mesures réglementaires. Certaines de ces autorités auront une obligation légale en ce qui concerne l'EMI (comme le Royaume-Uni, l'Irlande, la Croatie et la Macédoine du Nord) et d'autres non, comme le Mexique.

Dans quatre des cinq études de cas examinées dans cette étude, les autorités réglementaires nationales promouvaient activement l'EMI (Mexique, Irlande, Croatie et Macédoine du Nord) et en assuraient le leadership, la direction stratégique et/ou la coordination au niveau national. En France, le leadership, la direction stratégique et/ou la coordination de l'EMI au niveau national sont assurés par le CLEMI.

Une façon courante pour les autorités réglementaires nationales de contribuer à la promotion de l'éducation aux médias consiste à soutenir le développement de réseaux nationaux d'éducation aux médias, comme c'est le cas en Irlande (BAI), au Royaume-Uni (Ofcom), en Catalogne (CAC), en Macédoine du Nord (AAMS), en Suède (Ofcom), etc. Ces réseaux sont généralement de grande envergure et impliquent un large éventail de parties prenantes, dépassant souvent les attributions habituelles des autorités réglementaires nationales. L'implication des ministères varie d'un pays à l'autre, mais en général, au moins un ministère est impliqué et il s'agit la plupart du temps du ministère chargé de l'éducation ou de la jeunesse. L'Irlande fait exception à cette règle, car aucun ministère n'est officiellement membre du réseau d'EMI ou ne soutient officiellement le travail du réseau. Les pays affichant un long historique de promotion de l'EMI (comme la Finlande) sont susceptibles de travailler en étroite collaboration avec les ministères concernés et de bénéficier de leur soutien.

11.4 La valeur de l'approche « ascendante »

Dans le rapport de l'Observatoire européen de l'audiovisuel intitulé « *Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28*⁶⁴ », le secteur le plus actif dans la promotion de l'éducation aux médias est la société civile. De nombreuses organisations de la société civile sont fortement enracinées dans la communauté, jouissent d'une position d'intermédiaire de confiance pour le public et ont une connaissance approfondie de la manière d'atteindre les individus là où ils se trouvent.

64 <https://op.europa.eu/s/w6xP> Cartographie des pratiques et activités d'éducation aux médias dans l'UE-28

Ce sont là autant d'éléments essentiels de tout programme visant à modifier les comportements à long terme.

Les données recueillies par la professeure Divina Frau-Meigs dans le cadre d'un examen du projet JAMIL.net en Tunisie (2022) soulignent l'importance d'une approche « ascendante » de la mise en œuvre de l'EMI et le fait qu'en termes de gouvernance, les parties prenantes doivent être en mesure de « s'approprier » le processus afin de le contrôler et de le promouvoir, ce qui leur donne la flexibilité nécessaire pour créer un processus qui fonctionne bien pour ceux qui sont en première ligne ainsi que pour les bénéficiaires de l'initiative, et qui renforce la confiance dans celle-ci.

Ce point est repris dans le rapport 2022 sur le suivi du pluralisme des médias⁶⁵ qui expose le fait que certains enseignants français ne réagissent pas toujours positivement à une approche fortement descendante et que, par conséquent, il existe de fortes disparités entre les outils existants mis à la disposition des enseignants (développés pour une mise en œuvre nationale) et la réalité de leur utilisation par les enseignants.

En termes de renforcement des capacités, l'examen du projet JAMIL.net en Tunisie permet également de constater qu'un début modeste peut porter ses fruits au fil du temps, et de nombreuses organisations de la société civile appliqueraient cette approche.

11.5 Évaluation

Bien que l'EMI soit de plus en plus reconnue comme essentielle au quotidien, on déplore un manque persistant de preuves et de données pour appuyer le développement de politiques et de stratégies nationales. En outre, on constate toujours un manque de connaissances sur les niveaux de confiance et de compétence par rapport aux aptitudes en matière d'EMI, ainsi que sur l'impact et l'efficacité des interventions d'EMI.

Très peu de pays ont développé et mis en œuvre des cadres d'évaluation complets pour l'EMI. Il existe de nombreuses raisons expliquant le manque de données relatives à l'EMI : la nature vaste et difficile à définir de l'EMI peut rendre les comparaisons très difficiles ; le caractère durable de l'évaluation liée aux programmes de changement de comportement ; souvent, les ressources (financières et d'expérience) nécessaires pour établir un cadre de suivi et d'évaluation efficace ne sont tout simplement pas disponibles pour les organismes mettant en œuvre des activités d'EMI.

L'UNESCO a développé le cadre d'évaluation de l'EMI afin de « fournir des informations factuelles pour la planification et le développement de politiques, de stratégies et de compétences nationales en matière d'EMI et pour la mise en œuvre d'activités concrètes visant à construire des sociétés du savoir⁶⁶ » (p. 46).

Le cadre d'évaluation de l'EMI était basé sur les principes suivants :

- ▶ Les décisions stratégiques doivent être prises sur la base de données fiables et valides.
- ▶ Les données doivent être représentatives, diversifiées et variées, et refléter la réalité actuelle.

65 Centre pour le pluralisme et la liberté des médias (Centre for Media Pluralism and Media Freedom, CMPF), Suivi du pluralisme des médias (Media Pluralism Monitor, MPM), 2022, rapports par pays - [FRANCE - RÉSULTATS - MPM 2022 - CMPF \(eui.eu\)](#)

66 [Cadre d'évaluation de l'éducation mondiale aux médias et à l'information : état de préparation et compétences des pays ; 2013 - 224655eng.pdf](#) (unesco.org)

- ▶ Les outils d'évaluation doivent être adaptés aux contextes socioculturels des individus, des communautés et des nations.
- ▶ Le processus d'évaluation doit être pratique et rentable.

Malgré ces difficultés, on constate un regain d'intérêt pour l'évaluation de l'impact des initiatives d'EMI et la mise en avant d'un modèle « tester, itérer, perfectionner » en ce qui concerne les interventions d'EMI. L'un des principaux domaines de travail de l'Observatoire européen de la désinformation et des médias (EDMO, European Disinformation and Media Observatory), récemment créé, concerne l'évaluation des initiatives d'EMI. De même, l'Ofcom, le régulateur britannique, s'est engagé à développer une boîte à outils d'évaluation de l'EMI dans le cadre de son approche de l'éducation aux médias en ligne⁶⁷.

Dans son étude du projet JAMIL.net en Tunisie (2022), Divina Frau-Meigs note qu'il faut faire attention au moment de décider des mesures et des indicateurs à utiliser pour évaluer les interventions d'EMI et qu'il convient de trouver des moyens créatifs de saisir non seulement les résultats quantitatifs des interventions, mais aussi les résultats qualitatifs qui illustreraient les expériences des participants, et pas seulement leurs produits ou résultats.

67 [L'approche de l'Ofcom en matière d'éducation aux médias en ligne](#)

12. RECOMMANDATIONS

RECOMMANDATION 1 : FAIRE DE L'EMI UNE PRIORITÉ POLITIQUE

L'un des principaux défis liés à la promotion de l'EMI au niveau national peut être le manque de reconnaissance par les décideurs politiques (en particulier au sein du gouvernement) de l'EMI comme un ensemble essentiel de compétences et de connaissances requises par tous les citoyens.

Tant que l'EMI ne sera pas considérée comme une priorité stratégique par le gouvernement et les autres parties prenantes clés, le développement d'efforts coordonnés à long terme, avec un impact et une portée plus importants, sera limité.

L'intégration de l'EMI dans un cadre législatif peut s'avérer extrêmement utile, en particulier lorsqu'au moins un organisme a une responsabilité légale liée à celui-ci, ainsi qu'un financement et des ressources adéquats à consacrer à cette tâche. Cela n'est toutefois pas essentiel, comme le démontre l'étude de cas irlandaise.

En raison de la nature transversale de la politique en matière d'EMI, soit plusieurs ministères différents sont responsables de l'EMI, soit aucun ministère ne l'est. Trouver une politique intégrant l'EMI au sein du gouvernement peut être un défi, mais les chances de développer et de mettre en œuvre une stratégie réussie et durable sont considérablement améliorées s'il existe un ministère « parent » pour l'EMI.

L'établissement d'un lien entre les résultats de l'EMI et les priorités stratégiques et les politiques nationales actuelles (par exemple, l'emploi, la santé, les finances, l'éducation des adultes, etc.) peut contribuer à illustrer l'importance de l'EMI au sein de la société tunisienne et peut aider à identifier le ministère « parent » le plus approprié pour l'EMI, ou au moins identifier les sources potentielles de financement pour le développement d'une stratégie nationale.

RECOMMANDATION 2 : IDENTIFIER UN « LEADER » DE L'EMI

En l'absence d'un cadre juridique ou d'une définition convenue de l'EMI, il est essentiel d'avoir un « leader » de l'EMI.

Idéalement, ce leader serait soit un ministère du gouvernement, soit nommé par un ministère du gouvernement (comme le CLEMI en France), soit doté d'une obligation légale en rapport avec l'EMI (comme la BAI en Irlande ou l'AAMS en Macédoine du Nord), afin de garantir la prise de responsabilité et d'encourager le progrès, mais il n'est pas essentiel qu'une organisation soit dotée d'une obligation légale. Cela est particulièrement vrai si l'organisation en question a déjà fait ses preuves dans la mise en œuvre de l'éducation aux médias et qu'elle a la capacité, les ressources et l'expérience pour diriger le développement et la mise en œuvre d'une stratégie nationale.

Il est essentiel que le « leader » de l'EMI soit en mesure d'instaurer la confiance entre les parties prenantes, d'encourager la collaboration et d'assurer la coordination des parties prenantes et des

activités. Ce rôle pourrait également consister à établir une base de données probantes, à recenser les activités et les lacunes en matière de connaissances, à faciliter la constitution de réseaux et le développement de partenariats et à superviser les projets et les évaluations. En outre, ce rôle pourrait impliquer le financement (ou l'obtention d'un financement) de projets et d'activités. Il convient donc de prendre en considération les dispositions légales requises pour faciliter ce processus.

L'EMI implique des parties prenantes de nombreux secteurs et domaines politiques, qui travaillent souvent sur des objectifs généraux différents. L'élaboration d'un document général, définissant les objectifs et l'approche ou les approches, aiderait à parvenir à un consensus et à maintenir un cap.

RECOMMANDATION 3 : ÉTABLIR UN RÉFÉRENTIEL DE CONNAISSANCES

La première étape de l'élaboration d'une stratégie nationale doit consister à identifier l'objectif de la stratégie.

Afin d'établir l'objectif ou les objectifs de la stratégie, il peut être nécessaire de construire un référentiel de connaissances pour développer la compréhension contextuelle des questions clés de l'EMI en Tunisie. Cela peut inclure l'identification des principaux domaines ayant des besoins en matière d'EMI, les publics vulnérables et les niveaux actuels de compétence, etc. Le Royaume-Uni et la Macédoine du Nord sont de bons exemples de pays qui ont développé une bonne base de données d'EMI.

En outre, la cartographie des interventions d'EMI existantes et des parties prenantes (y compris les groupes ciblés, de quelle manière et comment les interventions sont financées) fournira des données qui aideront à identifier si certains pans de la société sont insuffisamment ou excessivement desservis, ainsi qu'à identifier les organisations, les réseaux et les leaders communautaires qui pourraient agir en tant qu'intermédiaires de confiance pour les interventions d'EMI.

Cette compréhension du contexte sera également nécessaire à l'élaboration de futures interventions efficaces et à la mesure des changements de comportement.

RECOMMANDATION 4 : TENIR COMPTE DE LA NATURE ÉVOLUTIVE DE L'EMI

En fonction des objectifs visés par la stratégie, il peut être nécessaire d'envisager une combinaison d'approches dans le cadre de la stratégie nationale. Ce « mélange » peut aller de l'élaboration de politiques à la sensibilisation, en passant par le développement, la mise en œuvre et l'évaluation de projets. Ce « mélange » peut évoluer en fonction de facteurs sociaux, technologiques, culturels ou économiques, et nécessiter la sollicitation de différentes parties prenantes pour différentes raisons. Par exemple, si l'EMI est considérée comme un « apprentissage tout au long de la vie », il peut être nécessaire d'impliquer de nouvelles parties prenantes qui peuvent capter l'attention des individus en dehors de l'enseignement officiel.

Les projets de formation des formateurs ou d'autres projets utilisant un modèle en cascade peuvent être nécessaires pour atteindre des groupes précis par le biais d'intermédiaires de confiance (par exemple, des enseignants, des travailleurs communautaires, des bibliothécaires), et un soutien adéquat doit être mis en place à la fois pour les formateurs et les personnes formées.

Pour impliquer des professionnels (bibliothécaires, enseignants, etc.), lier la formation d'EMI au développement professionnel pourrait améliorer la motivation et la rétention des formateurs.

Pour certains groupes difficiles à atteindre, des approches plus innovantes de l'EMI (comme les jeux en ligne) peuvent être nécessaires.

RECOMMANDATION 5 : NE PAS SOUS-ESTIMER LA NÉCESSITÉ D'IMPLIQUER LES PARTIES PRENANTES

La gestion des parties prenantes ne doit pas être sous-estimée. Une coopération et une collaboration significatives entre les parties prenantes (même lorsqu'elles sont en concurrence et se disputent les mêmes financements, etc.) sont essentielles et il faut parfois du temps et des efforts considérables pour instaurer la confiance et établir de bonnes relations de travail. Attirer la bonne combinaison de partenaires et parvenir à un consensus sur des objectifs communs réalisables et (si possible) mesurables, ainsi que sur les rôles de chaque partenaire, est une partie essentielle du rôle de coordination.

Il est fondamental de comprendre qui sont les principales parties prenantes pour des interventions ou des activités d'EMI particulières (par exemple, la sollicitation d'enseignants pour introduire l'EMI dans le programme scolaire, ou les bibliothèques pour soutenir les personnes âgées). L'attitude et le soutien ne doivent pas être sous-estimés.

RECOMMANDATION 6 : S'APPUYER SUR LES RÉSEAUX EXISTANTS ET LES CONNAISSANCES LOCALES

De nombreuses initiatives d'EMI réussies en Tunisie ont évolué en réponse à des problèmes spécifiques identifiés sur le terrain. Ces précieuses connaissances du contexte local doivent être prises en compte, valorisées et intégrées dans l'élaboration des plans stratégiques.

Le développement de réseaux d'EMI actifs semble être un facteur clé de la réussite de la mise en œuvre de l'EMI au niveau national dans des pays comme l'Irlande, la Suède, la Macédoine du Nord, la Catalogne en Espagne, le Royaume-Uni, etc. L'implication des ministères du gouvernement dans les réseaux d'EMI varie d'un pays à l'autre. Aucun ministère n'est représenté dans le réseau irlandais, tandis que deux ministères apparaissent dans le réseau d'EMI en Macédoine du Nord.

Les réseaux doivent être représentatifs et donner aux parties prenantes, en particulier celles qui ont une longue expérience de l'EMI ou qui savent atteindre et soutenir des groupes cibles, la possibilité non seulement de façonner l'approche stratégique et les résultats (tels que les plans de travail annuels), mais aussi d'y contribuer.

La gouvernance des réseaux d'EMI peut être complexe. Comme dans beaucoup d'autres domaines liés à l'EMI, il n'existe pas d'approche unique, mais comprendre quels sont les principaux besoins en matière d'EMI dans un pays, sur la base d'un référentiel de connaissances solide, est un bon point de départ.

Il est également important d'impliquer les parties prenantes aux étapes clés (décrites ci-dessous) du développement du réseau.

- ▶ **Établir un processus de gouvernance et une structure opérationnelle** : lorsque les membres participent au développement des réseaux, ils sont plus susceptibles de s'y investir. Même des activités simples comme la réalisation d'enquêtes sur les attentes des membres et l'organisation de consultations sont des moyens importants permettant d'obtenir soutien et compréhension.

Il est courant que différentes parties prenantes soient plus ou moins impliquées dans le réseau à différents moments, en fonction des objectifs du réseau, de la capacité de la partie prenante et de sa motivation à s'impliquer. Il peut donc être utile de prévoir différents moyens pour les membres de participer aux activités du réseau, qu'il s'agisse des possibilités de développer et de gérer les activités du réseau ou de la simple réception d'informations sur les activités du réseau.

Les résultats de cette étude suggèrent que des réseaux d'EMI solides dépendent de l'engagement actif d'un large éventail de parties prenantes de l'EMI. Comme dans tout groupement, le rôle de leader est nécessaire. Ce rôle pourrait faire l'objet d'une rotation entre les principales parties prenantes.

Il est également souhaitable d'avoir une sorte de petit groupe, conseil ou comité de pilotage qui peut définir l'orientation stratégique du réseau. La composition de ce groupe, conseil ou comité de pilotage doit être représentative de l'ensemble des membres du réseau.

Il est également recommandé de développer des canaux de « retour d'information » efficaces afin que le réseau dans son ensemble puisse bénéficier de l'expérience des professionnels de l'EMI, des ONG et de la société civile.

- ▶ **Statut juridique** : le statut juridique des réseaux d'EMI varie. Les réseaux peuvent être composés d'organisations caritatives agréées, d'entités juridiques ou encore d'associations ou d'alliances informelles. Comprendre les objectifs et le rôle d'un réseau d'EMI est une étape importante avant de décider du statut juridique d'un tel réseau. Par exemple, si l'un des principaux objectifs d'un réseau d'EMI est d'obtenir des financements de la part de programmes de subventions internationaux, il est probable qu'il aura besoin d'un compte bancaire et d'un statut juridique. En revanche, si l'objectif premier d'un réseau d'EMI est de faciliter la constitution de réseaux et d'encourager la collaboration, une alliance informelle peut suffire. Un document décrivant les fonctions du réseau sera au minimum nécessaire. Le statut juridique du réseau peut influencer sur le nombre de membres, la structure et la gouvernance du réseau lui-même.
- ▶ **Critères d'adhésion** : l'adhésion à la plupart des réseaux d'EMI est ouverte et ne nécessite qu'une simple procédure de demande, ce qui encourage l'engagement d'un large éventail de secteurs et d'organisations.

- **Définition d'objectifs :** par exemple, la coordination et la collaboration sont des activités clés pour la plupart des réseaux d'EMI. En pratique, cela signifie que le réseau facilite, renforce et amplifie le travail des membres. Quels que soient les objectifs fixés pour le réseau, il est important de s'assurer que les membres ont eu l'occasion d'apporter leur contribution.

Il est également recommandé de créer un plan annuel, ou de documenter les résultats souhaités de toute autre manière, afin a) de suivre les progrès réalisés au fil du temps et b) de maintenir le cap sur l'objectif final.

RECOMMANDATION 7 : S'INSPIRER DES AUTRES, MAIS DONNER LA PRIORITÉ À LA PERTINENCE ET À L'ADAPTABILITÉ.

Bon nombre des défis qu'une stratégie en matière d'EMI tunisienne pourrait vouloir relever ne sont pas propres à la Tunisie. En réalité, beaucoup des questions liées à l'EMI sont mondiales, comme la crise de l'information. Il serait donc raisonnable de s'inspirer de ce qui se passe dans d'autres pays et régions, d'autant plus que la communauté internationale de l'EMI est habituellement généreuse lorsqu'il s'agit de partager des connaissances et des ressources.

Cependant, il est important de noter que pour que la mise en œuvre soit réussie, l'approche doit être locale et adaptée aux besoins des populations locales et au contexte local (social, démocratique, culturel et médiatique).

Si certains principes de mise en œuvre peuvent être bénéfiques à l'échelle mondiale (comme l'élaboration d'interventions fondées sur la connaissance, la fixation de valeurs de référence permettant de mesurer les progrès, le travail en partenariat et l'exploitation des réseaux existants et des intermédiaires tiers de confiance), des facteurs locaux peuvent parfois rendre difficile ou impossible l'application de ces principes au contexte local.

Par exemple, un projet d'EMI mené avec succès dans un pays et utilisant le réseau de bibliothèques publiques pour fournir un soutien en personne, pourrait échouer dans un autre pays où le réseau de bibliothèques est moins bien développé, où les bibliothécaires sont moins motivés ou bien où les autorités locales responsables du réseau de bibliothèques sont moins intéressées par l'EMI.

Par conséquent, si l'adaptation de projets et programmes d'EMI existants peut être une approche rentable et rapide, il convient de prêter attention au contexte local, aux besoins du public local, à l'environnement réglementaire local et aux cadres législatifs et opérationnels pertinents.

Lors de la réaffectation de contenus ou de ressources d'EMI existants (tels que des boîtes à outils, des cours, des tutoriels, etc.), il est très important de s'assurer de la participation constante d'auteurs locaux, de grande qualité, professionnels et respectables, afin de garantir que le contenu est pertinent et approprié pour les publics locaux. Une solution possible est la création d'accords de partenariat pour adapter le matériel existant/étranger aux besoins locaux et au contexte local.

RECOMMANDATION 8 : ASSURER D'EMBLÉE LA PÉRENNITÉ DES PROJETS

L'un des principaux défis de toute stratégie est la durabilité des programmes et des projets qui y sont liés. Les projets peuvent être réussis, mais si ce sont des projets à court terme, ils risquent d'avoir une portée et un impact limités. La planification et les investissements à long terme peuvent nécessiter un financement sûr pour la mise en œuvre de projets pluriannuels.

Le financement des projets et programmes d'EMI peut être très difficile, notamment parce qu'il peut s'avérer complexe d'associer l'EMI à un domaine politique ou à un flux de financement spécifique. Pour une viabilité à long terme, les projets et les programmes pourraient envisager une combinaison de flux de financement, y compris (le cas échéant) une combinaison de sources de financement publiques et privées. Les projets qui dépendent entièrement d'une seule source de financement peuvent être plus vulnérables financièrement que les projets qui combinent plusieurs sources de financement. Par exemple, des changements dans la politique gouvernementale peuvent affecter le financement public ou étatique, tandis que des changements dans l'économie ou des changements au niveau des priorités des entreprises peuvent avoir un impact sur les sources de financement du secteur privé/professionnel.

Là encore, il est recommandé de s'appuyer sur les infrastructures et les connaissances locales existantes en matière de développement et de réalisation de projets d'EMI.

RECOMMANDATION 9 : TESTER, ITÉRER, AMÉLIORER

L'évaluation des projets et programmes d'EMI est difficile. C'est pourquoi il n'existe pas d'approche unique. Ces dernières années, avec l'augmentation du nombre, de la fréquence et de la diversité des projets d'EMI à travers le monde, il est de plus en plus encouragé d'effectuer une évaluation significative (c'est-à-dire, une évaluation qui informera les propriétaires de projets et fournira des indications utiles grâce auxquelles ils pourront affiner et améliorer leur offre) ainsi qu'une meilleure mesure des résultats des projets.

Par exemple, la recherche relative à l'EMI entreprise par l'Ofcom (le régulateur des communications du Royaume-Uni) est considérée comme la référence dans la communauté EMI. L'Ofcom développe actuellement une « boîte à outils » d'évaluation⁶⁸ qui sera mise gratuitement à disposition de tous les professionnels de l'EMI. Cette boîte à outils comprendra une bibliothèque consultable de données et de recherches sur l'éducation aux médias, ainsi que des conseils et des orientations sur la façon de concevoir une évaluation basée sur une initiative spécifique. Elle fournira également des documents de référence pour plusieurs méthodes et techniques d'évaluation telles que les enquêtes, les entretiens et les analyses quantitatives.

En 2022, un [webinaire](#)⁶⁹ développé conjointement par le réseau [Media Literacy Ireland \(MLI\)](#), l'Observatoire européen des médias numériques (EDMO) et le [pôle EDMO irlandais](#) a exploré l'importance de l'évaluation, a présenté l'avis d'experts sur le processus de suivi et d'évaluation, et a fourni des exemples utiles de mesure et d'évaluation.

68 https://www.ofcom.org.uk/_data/assets/pdf_file/0029/238277/msom-evaluate-2022.pdf

69 https://us02web.zoom.us/rec/play/GA8QE083vDwpzZ16Fa-Rrhv5wiV3PDAZfbBtzMZIHlf-3Tj7QB09GKX2FzZkA_IK0Pwr3E_geInTZw.M4DUtF4OHxqgGpEX?startTime=1666879578000&_x_zm_rtaid=3NI1qnj_QeOQ6wPls8L8zQ.1669399988265.e5511832b6bbe2469b730cba29a9dd38&_x_zm_rhtaid=640

Une intervention particulièrement pertinente a été celle du Centre flamand de connaissances pour la culture numérique et médiatique, qui a présenté l'approche de Mediawijs pour évaluer l'impact de ses projets d'éducation aux médias, en explorant différents processus d'évaluation et en soulignant certains des enseignements importants tirés jusqu'à présent.

Bien que l'évaluation des interventions et des initiatives d'EMI ne soit pas encore très répandue, elle devient plus courante et le fait de pouvoir démontrer des plans d'évaluation pourrait bien devenir une condition préalable à l'obtention d'un financement de certaines sources internationales à l'avenir. Par conséquent, l'élaboration d'un cadre d'évaluation auquel toutes les parties prenantes peuvent contribuer, sur la base d'un modèle « tester, itérer, perfectionner », et l'intégration de ce cadre dans une stratégie nationale constitueraient un progrès et un bon modèle pour démontrer la durabilité et la valeur (sociale et économique) à l'avenir.

Dans le cadre de ce processus, il serait utile d'encourager la coopération et la collaboration entre le secteur universitaire (pour la recherche) et les propriétaires de projets et les professionnels « sur le terrain » afin de produire des concepts et des mesures unifiés qui peuvent faire l'objet d'un suivi dans le temps.

BIBLIOGRAPHIE

Législation

- ◆ [Loi de 2009 sur la radiodiffusion](#), (2009), Gouvernement irlandais.
- ◆ Conseil de l'Union européenne, (2018), [Directive \(UE\) 2018/1808 du Parlement européen et du Conseil](#), Journal officiel de l'Union européenne.
- ◆ Gouvernement français, (2018), [LOI no 2018-1202 du 22 décembre 2018 relative à la lutte contre la manipulation de l'information](#), Journal officiel « Lois et décrets ».
- ◆ Ministère de l'Éducation nationale, (2007), [Décret no 2007-474 du 28 mars 2007 Texte 35 sur 172, Journal Officiel de la République Française](#).
- ◆ Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, (2013), [La loi pour la refondation de l'École](#), Gouvernement français.
- ◆ [Loi sur la sécurité en ligne et la réglementation des médias](#), (2022), Gouvernement irlandais.

Publications officielles

- ◆ Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, (2015), [Programme pour la promotion de l'éducation aux médias en République de Macédoine](#), Agence pour les services de médias audio et audiovisuels.
- ◆ Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, (2017), [Politique d'éducation aux médias, Agence pour les services de médias audio et audiovisuels](#).
- ◆ Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, (2018), [Rapport sur les travaux de l'Agence pour les services de médias audio et audiovisuels pour 2017](#), Agence pour les services de médias audio et audiovisuels.
- ◆ Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, (2019), [Stratégie réglementaire pour le développement de l'activité des médias audio et audiovisuels 2019-2023](#), Agence pour les services de médias audio et audiovisuels.
- ◆ Broadcasting Authority of Ireland (Autorité de radiodiffusion d'Irlande), (2016), [Politique d'éducation aux médias, BAI](#).
- ◆ Chapman M., [Cartographie des pratiques et activité d'éducation aux médias dans l'UE-28](#), (2016), Observatoire européen de l'audiovisuel, Strasbourg.
- ◆ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, (2018), Recommandation [CM/Rec\(2018\)11](#) sur le pluralisme des médias et la transparence de la propriété des médias, Conseil de l'Europe.
- ◆ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, (2018), Recommandation [CM/Rec\(2018\)2](#) sur les rôles et responsabilités des intermédiaires d'internet, Conseil de l'Europe.

- ◆ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, (2022), Recommandation [CM/Rec\(2022\)4](#) du Comité des Ministres aux États membres sur la promotion d'un environnement favorable au journalisme de qualité à l'ère numérique, Conseil de l'Europe.
- ◆ Comité des Ministres du Conseil de l'Europe, (2020), Recommandation [CM/Rec\(2020\)1](#) sur les impacts des systèmes algorithmiques sur les droits de l'homme, Conseil de l'Europe.
- ◆ Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de l'Innovation et de la Science, (2021), [L'enjeu vital de l'alphabétisation des adultes](#) - stratégie décennale d'alphabétisation des adultes, Gouvernement irlandais.
- ◆ Commission européenne, (2022), [DigComp 2.2 : le cadre de compétence numérique pour les citoyens - Avec de nouveaux exemples de connaissances, de compétences et d'attitudes](#) (europa.eu), recueil des publications du CCR.
- ◆ Groupe d'experts pour le ministère de l'Éducation, (2021), [Renforcer l'éducation aux médias et à l'information et la citoyenneté numérique](#), Ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse.
- ◆ Flynn R., (2022), Suivi du pluralisme des médias à l'ère numérique : application du suivi du pluralisme des médias dans l'Union européenne, en Albanie, au Monténégro, en République de Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie en 2021, [Rapport par pays : Irlande](#), Centre pour le pluralisme et la liberté des médias (Centre for Media Pluralism and Media Freedom, CMPF), Suivi du pluralisme des médias (Media Pluralism Monitor, MPM).
- ◆ [Exploiter le numérique : le cadre numérique irlandais](#), (2022), Gouvernement irlandais.
- ◆ Instituto Federal De Telecomunicaciones (Institut fédéral des télécommunications), (2021), [Feuille de route 2021-2025](#), IFT.
- ◆ Kovacevski D., (2022) [Programme de travail du gouvernement de la République de Macédoine du Nord pour la période 2022-2024](#), Gouvernement de la République de Macédoine du Nord.
- ◆ Institut macédonien pour les médias, Institut pour la démocratie, Bureau pour le développement de l'éducation, (2010), [Manuel sur l'étude de l'éducation aux médias dans l'enseignement de la langue maternelle](#).
- ◆ Mäntyoja M., Manninen V., (2022), Suivi du pluralisme des médias à l'ère numérique : application du suivi du pluralisme des médias dans l'Union européenne, en Albanie, au Monténégro, en République de Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie en 2021, [Rapport par pays : Finlande](#), Centre pour le pluralisme des médias et la liberté des médias (Centre for Media Pluralism and Media Freedom, CMPF), Suivi du pluralisme des médias (Media Pluralism Monitor, MPM).
- ◆ Ministère français de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, (2022), Généralisation de l'éducation aux médias et à l'information, Le bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports.
- ◆ Ofcom, (2021), [Approche de l'Ofcom en matière d'éducation aux médias en ligne](#), Ofcom, Londres.
- ◆ Ofcom, (2022), [Donner du sens aux médias - Évaluer : actualisation de notre approche](#), Ofcom, Londres.

- ▶ Petroska-Beska V., (2018), [Stratégie et plan d'action pour l'éducation 2018-2025](#), Ministère de l'Éducation et des Sciences de la République de Macédoine, Skopje.
- ▶ Rebillard F., Sklower J., (2022), Suivi du pluralisme des médias à l'ère numérique : application du suivi du pluralisme des médias dans l'Union européenne, en Albanie, au Monténégro, en République de Macédoine du Nord, en Serbie et en Turquie en 2021, [Rapport par pays : France](#), Centre pour le pluralisme des médias et la liberté des médias (Centre for Media Pluralism and Media Freedom, CMPF), Suivi du pluralisme des médias (Media Pluralism Monitor, MPM).
- ▶ Impact social, (2022), [Manuel de conception de l'éducation aux médias](#), Département d'État des États-Unis
- ▶ UNESCO, (2014), Déclaration de Paris sur l'éducation aux médias et à l'information à l'ère numérique.
- ▶ UNESCO, (2013), Cadre d'évaluation mondiale de l'éducation aux médias et à l'information : préparation et compétences des pays, UNESCO, Paris.

Ouvrages

- ▶ Grizzle A., Torras Calvo M.C., (2013), [Media and Information Literacy: Policy and Strategy Guidelines](#) (Éducation aux médias et à l'information : lignes directrices en matière de politique et de stratégie), UNESCO.
- ▶ Frau-Meigs D., Velez I., Flores M., (2017), Public Policies in Media and Information Literacy in Europe Cross Country Comparisons (Politiques publiques en matière d'éducation aux médias et à l'information en Europe ; comparaisons entre pays), Routledge.
- ▶ Secteur de la communication et de l'information de l'UNESCO, [Global Media and Information Literacy \(MIL\) Assessment Framework: Country Readiness and Competencies](#) (Cadre d'évaluation mondiale de l'éducation aux médias et à l'information (EMI) : état de préparation et compétences des pays), (2013), UNESCO.

Articles de journaux

- ▶ Conseil de l'Union européenne, (2020), Conclusions du Conseil sur l'éducation aux médias dans un monde en constante évolution ([2020/C 193/06](#)), Journal officiel de l'Union européenne.
- ▶ O'Neill B., (2019), Media Literacy in Ireland, The International Encyclopaedia of Media Literacy, Wiley Online Library.

Site Web / Documents Web / Webinaires

- ▶ www.amidi.org, consulté le 10/10/22
- ▶ [Archives de l'éducation aux médias et à l'information \(EMI\) - CRRM Blogs \(mediaregulation.org\)](https://mediaregulation.org), consulté le 10/10/22
- ▶ [Агенција за аудио и аудиовизуелни медиумски услуги \(avmu.mk\)](http://avmu.mk), consulté le 10/10/22
- ▶ Article 19, [Archives sur l'éducation aux médias et à l'information](#) - ARTICLE 19, consulté le 10/10/22
- ▶ www.BeMediaSmart.ie, consulté le 10/10/22
- ▶ Blondeau B., Frau-Meigs D., (2018), [Yalla EMI - Un guide d'Éducation aux Médias et à l'Information, REX Europe / Savoir](#) * Devenir. Consulté le 10/10/22
- ▶ DW Akademie, [Dossier sur l'EMI | DW](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [CLEMI](#), consulté le 10/10/22
- ▶ <https://es.unesco.org/red-ami-mx>, consulté le 10/10/22
- ▶ [EU YouthWiki](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [Indice de développement humain \(IDH\) par pays 2022 \(worldpopulationreview.com\)](http://worldpopulationreview.com), consulté le 10/10/22
- ▶ [Éducation aux médias \(coe.int\)](http://coe.int), consulté le 10/10/22
- ▶ [Référentiel d'éducation aux médias - EDMO](#), consulté le 10/10/22
- ▶ www.medijskapismenost.hr/, consulté le 10/10/22
- ▶ www.medijskapismenost.hr/dani-medijske-pismenosti-2022/, consulté le 10/10/22
- ▶ [MediaLiteracyIndex2021_ENG.pdf \(osis.bg\)](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [Media Literacy Ireland](#), consulté le 10/10/22
- ▶ Webinaire « [Nourrir la confiance en évaluant l'impact](#) », consulté le 25/11/22
- ▶ [Cursus linguistique pour l'enseignement primaire](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [Structure organisationnelle - ММП \(mediumskapismenost.mk\)](#), consulté le 10/10/22
- ▶ <https://mediumskapismenost.mk/home/>, consulté le 10/10/22
- ▶ [Membres du Réseau d'éducation aux médias - ММП \(mediumskapismenost.mk\)](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [Semaine de la presse et des médias à l'école - CLEMI \(https://www.clemi.fr/fr/semaine-presse-medias.html\)](https://www.clemi.fr/fr/semaine-presse-medias.html), consulté le 10/10/22
- ▶ [Webwise - Sécurité sur Internet](#), consulté le 10/10/22
- ▶ [YouThink : éducation aux médias en Macédoine du Nord | IREX](#), consulté le 10/10/22

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF

Étude comparative des meilleures pratiques et approches méthodologiques pour la mise en œuvre de stratégies nationales pour l'éducation aux médias et à l'information

REMARQUE : dans le cadre de cette étude, l'EMI (Éducation aux Médias et à l'Information) intègre tous les aspects de l'éducation aux médias, de l'éducation aux médias numériques, de la culture numérique, etc.

SECTION 1 : COORDONNÉES

NOM	
ORGANISATION	
RÔLE	
PAYS	

SECTION 2 : COMPRENDRE L'ÉDUCATION AUX MÉDIAS ET À L'INFORMATION

2.1 Existe-t-il une définition commune de l'EMI (ou de l'éducation aux médias) dans votre pays ?

2.2 Si oui, veuillez la fournir ainsi qu'un lien, le cas échéant :

2.3 Cette définition (ou toute autre explication de l'EMI) est-elle inscrite dans la législation ou un texte juridique ?

2.3 S'il n'existe pas de définition convenue de l'EMI dans votre pays, comment cette notion est-elle définie ou comprise ?

SECTION 3 : APPROCHES NATIONALES DE LA PROMOTION DE L'EMI

3.1 Existe-t-il une stratégie/une politique/un plan d'action national officiel en matière d'EMI dans votre pays ? Si oui, veuillez le ou la décrire et fournir un lien, le cas échéant.

3.2 S'il n'y a pas de stratégie/politique/plan d'action national officiel pour l'EMI, existe-t-il un autre type d'approche globale (par exemple, autre stratégie, politique ou plan d'action des parties prenantes) utilisée pour promouvoir l'EMI au niveau national (ou proche du niveau national) dans votre pays ? Si oui, veuillez le ou la décrire et fournir un lien, le cas échéant.

3.3 Qui a élaboré la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU l'approche globale ? Quand ? Comment ?

3.4 Qui a la responsabilité globale de la mise en œuvre de la stratégie/la politique/du plan d'action national d'EMI, OU de l'approche globale ?

3.5 À votre connaissance, quels ont été les principaux défis rencontrés lors du développement de cette approche de promotion de l'EMI ? Quels conseils avez-vous à donner pour surmonter ces difficultés ?

3.6 À votre avis, quels ont été les avantages majeurs de cette approche pour la promotion de l'EMI dans votre pays ?

3.7 Si aucune approche globale n'est utilisée pour promouvoir l'EMI (ou l'éducation aux médias) dans votre pays, comment l'EMI (ou l'éducation aux médias) est-elle coordonnée, financée, mise en œuvre et évaluée dans votre pays ?

SECTION 4 : OBJECTIFS ET BUTS

4.1 Pouvez-vous décrire les objectifs/buts/ambitions actuels de la stratégie/la politique/du plan d'action national en matière d'EMI, OU de l'approche globale ?

4.2 Comment ces objectifs/buts/ambitions sont-ils atteints ?

4.3 Y a-t-il un cadre ou un plan d'évaluation en place pour mesurer le succès de ces objectifs, buts ou ambitions ? Si oui, veuillez le décrire.

4.4 Selon vous, quels sont les trois aspects les plus importants de la stratégie/la politique/du plan d'action national en matière d'EMI, OU de l'approche globale ?

4.5 Veuillez décrire ces aspects en détail et expliquer pourquoi ils sont importants.

SECTION 5 : COLLABORATION TRANSVERSALE

5.1 Existe-t-il une plate-forme ou un mécanisme formel ou informel pour réunir les parties prenantes de l'EMI dans votre pays ? Le cas échéant, est-il lié à la stratégie/la politique/au plan d'action national d'EMI, OU à l'approche globale ?

5.2 Quel rôle (le cas échéant) le gouvernement joue-t-il dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale (y compris les ministères du gouvernement) ?

5.3 Quel rôle (le cas échéant) l'organisme de réglementation national joue-t-il dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale ?

5.4 Quel rôle (le cas échéant) la société civile joue-t-elle dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale ?

5.5 Quel rôle (le cas échéant) le secteur de l'enseignement officiel joue-t-il dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale ?

5.6 Quel rôle (le cas échéant) le secteur de l'enseignement non officiel joue-t-il dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale ?

5.7 Quels autres secteurs clés sont impliqués dans la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU dans l'approche globale ?

SECTION 6 : PROJETS

6.1 Existe-t-il des projets ou des activités directement liés à la stratégie/la politique/au plan d'action national en matière d'EMI, OU à l'approche globale, que vous considérez comme des bonnes pratiques ? Le cas échéant, veuillez décrire brièvement ces projets et expliquer pourquoi vous pensez qu'ils constituent une pratique d'excellence.

SECTION 7 : FINANCEMENT

7.1 Comment la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU l'approche globale est-il/elle financé(e) dans votre pays ?

7.2 Si possible, veuillez fournir une estimation du financement annuel nécessaire pour mettre en œuvre la stratégie/la politique/le plan d'action national en matière d'EMI, OU l'approche globale dans votre pays.

SECTION 8 : PLUS D'INFORMATIONS

8.1 Y a-t-il d'autres parties prenantes dans votre pays auxquelles je devrais m'adresser ? Si oui, veuillez indiquer qui.

ANNEXE 2 : LISTE DES PERSONNES INTERROGÉES

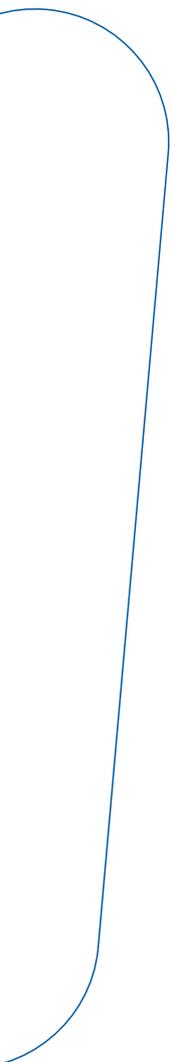
Tunisie

- ◆ Divina Frau-Meigs, Professeur émérite, Sorbonne Nouvelle, Chaire UNESCO Savoir Devenir, France
- ◆ Ines Khelif de l'association Equal Rights and Independent Media (ERIM)
- ◆ Arbia Methlouthi, Association tunisienne des médias alternatifs (ATMA)
- ◆ Ahmed Rafrafi, directeur de Mandra FM, et formateur pour la Deutsche Welle Akademie (DW Akademie)
- ◆ Hanène Zbiss, journaliste indépendante, formatrice et présidente de la section Tunisie de l'Union de la Presse Francophone (UPF)

Croatie, Mexique, Irlande, Macédoine du Nord

- ◆ Robert Tomljenović, vice-président du Conseil des médias électroniques, Agence pour les médias électroniques, Croatie.
- ◆ Oscar Díaz, responsable de l'unité Médias et contenus audiovisuels ; Silvia Pérez, directrice générale de l'analyse des médias et contenus audiovisuels ; Odilón Montes, directeur des mécanismes des droits du public de l'Institut fédéral des télécommunications, Mexique.

- ◆ Stephanie Comey, directrice générale adjointe de l'Autorité de radiodiffusion d'Irlande et coprésidente de Media Literacy Ireland.
- ◆ Emilija Petreska-Kamenjarova, responsable adjointe de l'administration des programmes, Agence pour les services de médias audio et audiovisuels, Macédoine du Nord.
- ◆ Igor Kanižaj, maître de conférences, Faculté des sciences politiques de l'Université de Zagreb, Croatie.





 www.pamt2.org
 [pamt2ue](https://www.facebook.com/pamt2ue)
 contact@pamt2.org